Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugt n° LCRI 42/2024

Not.: 15421/22/CD

2x récl. (s.p)

2x art. 11

(1x expertise au civ.)

Audience publique du 23 mai 2024

La **Chambre criminelle** du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, douzième chambre, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du Ministère Public contre

- 1) **PERSONNE1.**),
né le DATE1.) à ADRESSE1.),
demeurant à L-ADRESSE2.),
actuellement placé sous le régime du contrôle judiciaire (depuis le 05/05/2023),
ayant élu domicile en l'étude de Maître Philippe STROESSER,
- 2) **PERSONNE2.**),
née le DATE2.) à ADRESSE3.) (France),
demeurant à L-ADRESSE4.),

- prévenus -

- 1) **SOCIETE1.**),
établissement public, établi et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au
Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro NUMERO1.), représentée
par le président de son conseil d'administration, actuellement en fonctions,
Monsieur PERSONNE3.),

comparant par PERSONNE4.), employée, demeurant à Luxembourg, mandataire
suivant procuration écrite,

- 2) **PERSONNE5.**),
né le DATE3.) à ADRESSE6.) (France),
demeurant à F-ADRESSE7.),

3) **PERSONNE6.)**,
née le DATE4.),
demeurant à F-ADRESSE7.),

4) **PERSONNE7.)**,
né le DATE5.),
demeurant à F-ADRESSE7.),

5) **PERSONNE8.)**,
demeurant à F-ADRESSE7.),

comparant tous par Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

parties civiles constituées contre les prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.),
préqualifiés.

FAITS :

Par citation du 3 octobre 2023, le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis les prévenus de comparaître aux audiences publiques des 17 et 18 octobre 2023 devant la Chambre criminelle de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions suivantes :

PERSONNE1.) et PERSONNE2.) :

**principalement, en infraction aux articles 51, 52, 392 et 393 du Code pénal ;
subsidièrement, en infraction aux articles 398 et 400 du Code pénal ;
plus subsidièrement, en infraction aux articles 398 et 399 du Code pénal ;
en dernier ordre de subsidiarité, en infraction à l'article 398 du Code pénal.**

PERSONNE2.):

en infraction à l'article 329 du Code pénal.

L'affaire fut remise contradictoirement à plusieurs reprises afin de pouvoir être utilement retenue aux audiences publiques des 23 et 24 avril 2024.

A l'appel de la cause à l'audience publique du **23 avril 2024**, le vice-président constata l'identité des prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.), leur donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal et les informa de leur droit de garder le silence et de ne pas s'incriminer eux-mêmes.

Le prévenu PERSONNE1.) fut entendu en ses explications.

La prévenue PERSONNE2.) fut ensuite entendue en ses explications.

Les témoins-experts Dr. Martine SCHAUL et Dr. Marc GLEIS furent entendus, chacun séparément, en leurs déclarations orales après avoir prêté les serments prévus par la loi.

Les témoins PERSONNE9.), PERSONNE10.), PERSONNE11.) et PERSONNE12.) furent entendus, chacun séparément, en leur déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu par la loi.

Pendant les déclarations en luxembourgeois, la prévenue PERSONNE2.) fut assistée de l'interprète assermenté Marina MARQUES PINA.

Le représentant du Ministère Public, Félix WANTZ, premier substitut du Procureur d'Etat, renonça au témoin PERSONNE13.).

L'affaire fut ensuite remise pour continuation à l'audience publique du 24 avril 2024.

A l'audience publique du **24 avril 2024**, le prévenu PERSONNE1.) fut réentendu en ses explications.

La prévenue PERSONNE2.) fut ensuite réentendue en ses explications.

Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour le compte de PERSONNE5.), PERSONNE6.), PERSONNE7.) et de PERSONNE8.) contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Il donna lecture des conclusions écrites qu'il déposa sur le bureau de la Chambre criminelle et qui furent signées par le vice-président et le greffier et jointes au présent jugement.

Maître Marc PETIT développa ensuite ses moyens à l'appui de ses demandes civiles.

PERSONNE4.), employée, dûment mandatée par procuration du 1^{er} février 2024, se constitua partie civile au nom et pour compte de la SOCIETE1.), contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Elle donna lecture des conclusions écrites qu'elle déposa sur le bureau de la Chambre criminelle et qui furent signées par le vice-président et le greffier et jointes au présent jugement.

PERSONNE4.), employée, développa ensuite ses moyens à l'appui de sa demande civile.

Le représentant du Ministère Public, Félix WANTZ, premier substitut du Procureur d'Etat, fut entendu en son réquisitoire.

Maître Philippe STROESSER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, développa plus amplement les moyens de défense du prévenu PERSONNE1.), tant au pénal qu'au civil.

Maître Brian HELLINCKX, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, développa plus amplement les moyens de défense de la prévenue PERSONNE2.), tant au pénal qu'au civil.

Les prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) eurent la parole en dernier.

Pendant les déclarations en luxembourgeois, la prévenue PERSONNE2.) fut assistée de l'interprète assermenté Marina MARQUES PINA.

La Chambre criminelle prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

JUGEMENT qui suit :

Vu la citation à prévenus du 3 octobre 2023, régulièrement notifiée à PERSONNE1.) et à PERSONNE2.).

Vu l'information adressée en date du 28 décembre 2023 à la Caisse Nationale de Santé en application de l'article 453 du Code des assurances sociales.

Vu l'ordonnance de renvoi numéro 504/23 (XIXe) rendue en date du 5 juillet 2023 par la chambre du conseil du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, renvoyant les prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) devant une chambre criminelle du même Tribunal des chefs de :

I. concernant PERSONNE1.) et PERSONNE2.) :

1. d'infraction aux 51, 52, 392 et 393 du Code pénal,
2. d'infraction aux articles 398 et 400 du Code pénal,
3. d'infraction aux articles 398 et 399 du Code pénal,
4. d'infraction à l'article 398 du Code pénal,

II. concernant PERSONNE2.) :

1. d'infraction à l'article 329 du Code pénal.

Vu l'instruction diligentée par le Juge d'instruction.

Vu les rapports d'expertises neuropsychiatriques établis par le Dr. Marc GLEIS en date des 9 juin 2022 et 3 avril 2023.

Vu le rapport d'expertise médico-légal établi par le Dr. Martine SCHAUL en date du 12 janvier 2023.

Vu l'expertise toxicologique n°23013547 établie par le Laboratoire National de Santé en date du 27 mars 2023.

Vu les procès-verbaux et rapports dressés en cause par la Police Grand-ducale.

Au pénal :

Aux termes de la citation à prévenu, ensemble l'ordonnance de renvoi de la Chambre du conseil, le Ministère Public reproche à PERSONNE1.) et à PERSONNE2.) d'avoir :

« I. PERSONNE1.) et PERSONNE2.), pré-qualifiés,

comme auteurs, co-auteurs ou complices,

le 12 mai 2022 entre 18.47 et 19.37, à ADRESSE8.) sur le trottoir devant le ADRESSE9.) » sis à L-ADRESSE10.), sans préjudice quant aux indications de temps et de lieux plus exactes,

principalement,

1. en infraction aux articles 51, 52, 392 et 393 du Code pénal,

d'avoir volontairement et avec intention de donner la mort, tenté de commettre un homicide,

tentative qui s'est manifestée par des actes extérieurs formant un commencement d'exécution de ce crime et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur,

en l'espèce, d'avoir volontairement et avec intention de donner la mort tenté de commettre un homicide sur la personne de PERSONNE5.), né le DATE3.) à ADRESSE6.), en lui portant plusieurs coups de poing au visage et en lui portant au moins quatre coups de pieds,

subsidiatement,

2. en infraction aux articles 398 et 400 du Code pénal,

d'avoir fait des blessures ou porté des coups,

avec la circonstance qu'il est résulté des coups ou des blessures, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave,

en l'espèce, d'avoir porté des coups et causé des blessures à PERSONNE5.), préqualifié, en lui portant plusieurs coups de poing au visage et en lui portant au moins quatre coups de pieds d'une extrême brutalité contre la tête,

avec la circonstance que ces coups et blessures ont causé une maladie paraissant incurable ainsi qu'une incapacité permanente de travail personnel,

plus subsidiairement,

3. en infraction aux articles 398 et 399 du Code pénal,

d'avoir fait des blessures ou porté des coups,

avec la circonstance que ces coups et blessures ont causé une incapacité de travail,

en l'espèce, d'avoir porté des coups et causé des blessures à PERSONNE5.), préqualifié, en lui portant plusieurs coups de poing au visage et en lui portant au moins quatre coups de pieds d'une extrême brutalité contre la tête,

avec la circonstance que ces coups et blessures ont causé une incapacité de travail,

en dernier ordre de subsidiarité,

4. en infraction à l'article 398 du Code pénal,

d'avoir fait des blessures ou porté des coups,

en l'espèce, d'avoir porté des coups et causé des blessures à PERSONNE5.), préqualifié, en lui portant plusieurs coups de poing au visage et en lui portant au moins quatre coups de pieds d'une extrême brutalité contre la tête.

II. PERSONNE2.), préqualifiée,

comme auteur,

le 12 mai 2022 entre 18.47 et 19.37, à ADRESSE8.) sur le trottoir devant le ADRESSE9.) » sis à L-ADRESSE10.), sans préjudice quant aux indications de temps et de lieux plus exactes,

en infraction à l'article 329 du Code pénal,

d'avoir menacé par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes, punissable d'une peine criminelle ou d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois,

en l'espèce, d'avoir menacé PERSONNE5.), préqualifié, d'un attentat contre sa personne en soulevant une chaise et en insinuant de vouloir le frapper à l'aide de celle-ci.»

I. Les faits

L'examen du dossier répressif, ensemble l'instruction et les débats menés à l'audience, a permis de dégager ce qui suit :

Le 12 mai 2022, vers 19.42, la Police a été dépêchée à intervenir au café SOCIETE2.) », situé à L-ADRESSE11.), alors qu'une bagarre y a été signalée.

Le témoin ayant signalé la bagarre à la Police a indiqué qu'une victime gisait au sol et que les auteurs de l'agression auraient pris la fuite en direction de la France.

Une partie de l'effectif de la Police s'est mis à la recherche des fuyards et deux agents se sont rendus immédiatement sur les lieux de l'agression.

Sur place, les agents de Police ont pu trouver la victime allongée au sol sur le trottoir devant le café dans un état inconscient, entourée de plusieurs passants.

Aucun des passants n'a connu la victime, de sorte que son identité n'a pas pu être déterminée sur place.

Le médecin-urgentiste dépêché sur place a diagnostiqué un traumatisme crânien nécessitant le transport d'urgence de la victime à l'hôpital.

Vers 19.56 heures, le prévenu PERSONNE1.) a appelé au numéro d'urgence de la Police, déclarant avoir frappé un homme à ADRESSE8.), alors que celui-ci aurait harcelé son amie.

Les agents ont recontacté PERSONNE1.) par téléphone pour l'amener à revenir sur les lieux.

Vers 20.10 heures, PERSONNE1.) s'est effectivement présenté sur place auprès des agents de Police, où il a été immédiatement procédé à son arrestation. Il a été soumis à une fouille corporelle qui s'est avérée négative.

PERSONNE1.) a refusé de se faire examiner par un médecin, tout en déclarant avoir été frappé au visage, sans qu'une blessure visible n'ait pu être constatée. Le prévenu, porteur d'une attelle au genou gauche, a indiqué éprouver davantage de douleurs au genou à cause de la bagarre dans laquelle il était impliqué.

La victime, qui a pu être identifiée comme étant PERSONNE5.), a immédiatement été transportée à l'hôpital où il a été ventilé artificiellement et a pu être stabilisé. Par après, il a été opéré d'urgence par un neurochirurgien.

L'anesthésiste a informé les agents de Police que la victime a été plongée dans un coma artificiel avant l'opération et qu'il a présenté des saignements sévères dans l'hémisphère droite du cerveau ainsi qu'une blessure aux poumons. Même après l'opération, la victime n'a démontré que de faibles activités cérébrales, de sorte que les chances de survie ont été évalués plutôt faibles.

Parmi les passants sur place, cinq personnes ont été auditionnées en tant que témoins. Selon les premiers renseignements recueillis, l'amie de PERSONNE1.), PERSONNE2.), s'est rendue seule au café SOCIETE2.) » à ADRESSE8.) et son comportement a été décrit de bizarre par la serveuse.

A un moment donné, PERSONNE5.) est entré au café, où celui-ci s'est de suite fait remarqué de manière négative, alors qu'il a importuné des clients du café.

PERSONNE5.) s'est assis au comptoir près de PERSONNE2.), où il a flirté de manière offensive avec celle-ci et celle-ci lui a demandé à plusieurs reprises de lui offrir un verre.

A un moment, PERSONNE2.) a pris son téléphone pour téléphoner à son ami PERSONNE1.), qui s'est présenté peu après au café et qui a commencé à discuter, et à se disputer avec PERSONNE5.).

La serveuse a mis les deux hommes devant la porte, où ils ont continué leur dispute. Il ressort de la déclaration du témoin PERSONNE15.) qu'en sortant, PERSONNE1.) a, à son tour, menacé des clients présents au café.

Il ressort des déclarations des témoins que PERSONNE1.) a été à l'origine de la dispute et s'est vite montré violent à l'égard de PERSONNE5.).

Selon le témoin PERSONNE16.), PERSONNE5.) a repoussé PERSONNE1.), qui s'est approché de très près de lui. Suite à cela, ce dernier aurait prononcé les paroles « *je vais te tuer* » et aurait immédiatement porté plusieurs coups de poing à la victime.

PERSONNE5.) se serait alors retourné pour prendre la fuite, mais PERSONNE1.) lui aurait porté un violent coup de poing à la tête, plus précisément à l'oreille, faisant chuter celui-ci au sol.

Il ressort des déclarations unanimes des témoins PERSONNE16.), PERSONNE12.) et PERSONNE13.) que PERSONNE1.) a dans la suite porté entre 4 et 5 coups de pied à PERSONNE5.), allongé au sol, sans que celui n'ait plus bougé.

Le témoin PERSONNE17.) a déclaré avoir entendu un bruit d'éclat au moment que la tête de la victime a heurté de plein fouet le sol. Le témoin aurait essayé de s'interposer, mais aurait été repoussée par le prévenu, qui lui aurait indiqué que la victime aurait dragué son amie.

Selon les déclarations du témoin PERSONNE12.), les trois antagonistes auraient eu une discussion relative à des stupéfiants, alors que PERSONNE2.) n'a cessé de dire à la victime allongée dans un état inconscient au sol « *Tu veux que je te suce pour la cocaïne?* », tout en crachant sur PERSONNE5.).

Les suites de l'enquête

L'exploitation des images du système de caméra-surveillance

Les images du système de caméra-surveillance ont été transmises par la gérante du café SOCIETE2.) », PERSONNE18.) en date du 13 octobre 2022 aux enquêteurs pour être saisis.

Le café est surveillé à l'intérieur par trois caméras. Cependant, uniquement les images de la caméra couvrant le comptoir ont été saisies. Par ailleurs, les images relatives aux enregistrements faits entre 19.11 heures et 19.39 heures manquent, sans que la moindre explication n'ait pu être fournie.

Alors que seule une partie des images n'a pu être saisie, aucune reconstitution des faits sur base de celles-ci n'a pu être effectuée.

Lettre de PERSONNE2.) du 14 juin 2022

Il ressort des explications fournies par PERSONNE2.) dans une lettre datée au 14 juin 2022 et adressée à l'agent de Police PERSONNE19.) du commissariat ADRESSE12.) (C3R) qu'elle aurait été agressée et provoquée par PERSONNE5.) en date du 12 mai 2022, tout en prétendant qu'elle et son ami PERSONNE1.) ne seraient pas responsables des blessures de la victime.

Exploitation du téléphone portable de PERSONNE1.)

En date du 30 juin 2022, une perquisition de la cellule au CPL du prévenu a été effectuée et son téléphone portable de marque ENSEIGNE1.) a été saisi.

Il ressort de l'exploitation de celui-ci que PERSONNE1.) a terminé la relation avec PERSONNE2.) en date du 5 avril 2022 par l'envoi d'un SMS («*C fini entre nous. Amuse toi bien*») et que le 12 mai 2022, jour des faits, il semble avoir réitéré sa décision («*C mieux kon laisse tomber. Tas abuser aujourd'hui*» ainsi que «*Jsuis a diff. On se voit un autre jour pour les affaires* »).

Les auditions des témoins

Lors de son audition par la Police en date du 12 mai 2022, le témoin **PERSONNE16.)** a indiqué s'être trouvé vers 19.40 heures à ADRESSE8.), près de ADRESSE13.), où il aurait pu observer deux hommes se bagarrer. L'homme vêtu d'un pullover rouge (PERSONNE5.) aurait essayé à repousser l'autre homme (PERSONNE1.), qui aurait été l'instigateur de la bagarre.

PERSONNE1.) aurait porté entre 4 à 6 coups de poing à PERSONNE5.) en prononçant les paroles «*Je vais te tuer* ». Au vu du comportement agressif de PERSONNE1.), il aurait pris au sérieux ces propos.

A un moment, PERSONNE5.) se serait retourné pour prendre la fuite mais son agresseur lui aurait porté un coup de poing de l'arrière sur son oreille droite, ce à quoi la victime serait tombée par terre et n'aurait plus bougé.

PERSONNE1.) aurait dans la suite porté deux coups de pied à la tête de la victime, allongée au sol.

PERSONNE16.) a indiqué avoir essayé à séparer les deux hommes, mais il aurait craint que l'agresseur voulait se prendre à sa personne.

Finalement, PERSONNE1.) aurait encore porté deux coups de pied à la victime, toujours allongée au sol, avant de s'éloigner des lieux.

Lors de son audition de Police en date du 12 mai 2022, le témoin **PERSONNE15.)** a indiqué s'être trouvé au café SOCIETE2.) » à ADRESSE8.) ensemble avec son épouse vers 19.45 heures, quand ils auraient aperçu une femme habillée en robe rose qui les aurait regardés de façon bizarre et en souriant en même temps, ce qui aurait mis son épouse mal à l'aise, de sorte qu'ils auraient décidé de rentrer à l'intérieur du café.

La femme habillée en robe rose les aurait suivi peu après et celle-ci se serait faite draguée par un autre homme à l'intérieur du café, suite à quoi elle aurait appelé par téléphone son ami, qui serait venu un peu plus tard. Sur place, celui-ci aurait menacé l'homme ayant dragué son amie. Peu après, il aurait encore commencé à menacer les autres clients du café.

Alors que la situation a risqué d'escalader, la serveuse aurait mis les deux hommes devant la porte. Puis il aurait entendu des cris en provenance de l'extérieur du café, où il aurait pu constater que l'homme ayant dragué la femme au comptoir à l'intérieur du café, se serait trouvé par terre et aurait saigné à la tête. A son avis, l'ami de la femme habillée en robe rose aurait été l'auteur de l'agression.

PERSONNE13.) a indiqué avoir pu constater que le 12 mai 2022, vers 19.30 heures, deux hommes se seraient insultés près de l'arrêt de bus vis-à-vis de **ADRESSE13.)** à **ADRESSE8.)**.

L'homme tenant un vélo en mains (**PERSONNE1.)**) serait devenu de plus en plus agressif et aurait porté 8 à 10 coups de poing au visage de l'autre homme (**PERSONNE5.)**). Au moment de s'être interposée en lui ordonnant de s'arrêter, l'agresseur lui aurait prononcé les paroles suivantes « *Hien ass un meng Fraa gaangen hien soll hat net anlueden* ».

Puis l'homme aurait encore porté un coup de poing au visage de la victime, qui serait immédiatement tombée, en heurtant avec le côté gauche de sa tête le sol.

En heurtant le sol, elle aurait entendu une sorte de sifflement émanant de l'oreille gauche de la victime.

Puis l'agresseur aurait encore porté un coup de pied au côté droit du visage de la victime. Elle se serait à nouveau interposée et l'agresseur aurait encore porté 4 à 5 coups de pied violents au visage de la victime.

Puis la femme en robe rose, qui se serait tenue à côté, se serait approchée et aurait craché à plusieurs reprises sur la victime.

Lors de son audition par la Police en date du 7 juillet 2022, le témoin **PERSONNE13.)** a déclaré maintenir ses déclarations policières du 12 mai 2022.

Elle a précisé qu'elle se serait trouvée près de l'arrêt de bus avec son ami et sa jeune sœur au moment qu'elle aurait entendu des cris au niveau de la banque « **SOCIETE3.)** » située à proximité.

En ce moment, elle a pu observer un homme qui aurait été suivi par une femme et un autre homme tenant un vélo en ses mains. Les deux hommes se seraient mis devant un escalier d'un restaurant et auraient commencé à se disputer. Puis **PERSONNE5.)** aurait encaissé un premier coup de poing de la part de **PERSONNE1.)**, suite à quoi il aurait essayé de se sauver au milieu de la rue, où son agresseur l'aurait cependant suivi. Les deux hommes se seraient trouvés environ trois minutes en pleine rue, où **PERSONNE1.)** aurait essayé à maintes reprises à porter des coups de poing à la victime.

Il aurait même pris la victime par le blouson pour mieux pouvoir le viser, de sorte qu'elle se serait interposée, informant les deux bagarreurs de la présence de petits enfants.

En ce moment, **PERSONNE2.)** lui aurait adressé les paroles suivantes « *Qu'est-ce que tu veux petite pute, pourquoi tu te mêles ?* ».

La victime aurait essayé de s'enfuir mais son agresseur lui aurait porté un coup de poing au visage, faisant tomber celle-ci au sol sur le côté gauche de son visage.

Elle a alors crié à l'agresseur de s'arrêter mais celui-ci aurait porté un coup de pied à la tête de la victime allongée au sol. Au vu de la violence du coup porté, elle a eu l'impression que PERSONNE1.) aurait eu l'intention de tuer la victime.

Puis le prévenu aurait encore porté 3 à 4 coups de pied au visage de la victime et PERSONNE2.) se serait approchée tout près de la victime pour lui cracher dessus. Dans la suite, le prévenu aurait encore porté 2 à 3 coups de pied à la victime, avant s'éloigner ensemble avec PERSONNE2.).

Sur question, le témoin a décrit PERSONNE2.) comme étant excitée et alcoolisée. A son avis, celle-ci se serait également énervée pour ne pas avoir reçu de stupéfiants, alors qu'elle n'aurait sans cesse déclaré « *Tu veux que je te suce pour de la Coc ?* ».

Lors de son audition de Police du 12 mai 2022, le témoin **PERSONNE11.)** a indiqué avoir travaillé comme serveuse au café SOCIETE2.) ». Vers 17.30 heures, la future victime serait entrée au café et aurait consommé une boisson ADRESSE14.). En même temps, celui-ci aurait commencé à draguer une autre cliente, qui se serait trouvée depuis 15.00 heures au café. A un moment, celle-ci, qu'elle aurait connue de vue et qui aurait présenté un comportement bizarre ce jour, aurait téléphoné à son copain pour que celui-ci se rende au café.

Entretemps, la femme aurait demandé à plusieurs reprises à celui qui la draguait de lui offrir un verre, ce que celui-ci aurait pourtant refusé.

Vers 19.00 heures, le copain de cette femme serait arrivé au café, les deux hommes se seraient disputés et la femme se serait de suite enfuie aux toilettes.

Puis elle aurait mis les deux hommes devant la porte et la femme serait sortie des toilettes pour les rejoindre.

Elle n'aurait pas pu observer ce qui se serait passé à l'extérieur du café.

Lors de son audition par la Police du 14 juin 2022, PERSONNE11.) a déclaré maintenir ses déclarations policières du 12 mai 2022.

Elle a précisé que le jour des faits, PERSONNE2.) aurait été assise vers 15.00 heures sur la terrasse du café, visiblement droguée, où elle aurait consommé un café et de l'eau. Vers 17.00 heures, celle-ci serait rentrée au café et aurait commencé à boire de la bière. Au cours de sa première bière, la future victime serait entrée au café et aurait voulu échanger des billets de banque en petites coupures, ce qu'elle aurait refusé. Elle a décrit cet homme comme « déséquilibré », alors qu'il aurait été visiblement sous influence de stupéfiants.

La femme et la future victime auraient discuté de 17.45 heures jusqu'à 18.30 heures au comptoir, où celle-ci aurait insisté qu'il lui offre un verre, ce qu'il n'aurait pas fait. A aucun moment, les deux ne se seraient disputés. A un moment, PERSONNE2.) aurait même donné son téléphone portable à la future victime pour que celle-ci parle avec son ami.

30 minutes après, le copain de PERSONNE2.) serait arrivé en vélo au café. En entrant dans le local, il aurait demandé à voix haute qui serait l'homme qui « *mettait le bordel* ». PERSONNE2.) se serait précipitée aux toilettes pour s'y enfermer, sans échanger la moindre parole avec son copain qui venait d'arriver.

Le ton serait vite monté entre les deux hommes, de sorte qu'elle aurait été obligée de les mettre devant la porte. PERSONNE2.) les aurait suivi et se serait emparé d'une chaise de la terrasse pour frapper PERSONNE5.), mais elle ne l'aurait finalement pas fait. Puis, elle a pu constater que la femme et son copain se seraient dirigés en direction de ADRESSE1.), alors que la future victime lui aurait semblé d'attendre le bus, suite à quoi elle serait rentrée au café pour continuer à travailler.

Dix minutes plus tard, un client serait entré pour l'informer qu'une personne serait allongée au sol près de l'arrêt de bus. Elle a aussitôt pu identifier cette personne comme l'homme se trouvant à l'intérieur du café il y a quelques instants. Elle a signalé que l'homme aurait été allongé par terre, que son visage aurait présenté une couleur bleue et qu'il aurait saigné du nez, des oreilles et de la bouche.

Lors de son audition par la Police en date du 12 mai 2022, PERSONNE12.) a indiqué s'être trouvé à l'arrêt de bus, où se seraient également trouvés les deux hommes et la femme habillée en robe rose.

La future victime aurait discuté avec PERSONNE1.), qui aurait serré la main en un poing, pour porter dans la suite plusieurs coups de poing à la victime. Suite à ces coups, la victime serait tombée par terre et aurait été inconsciente. L'agresseur ne se serait pourtant pas arrêté, mais aurait continué à porter 4 à 5 coups de pied à la tête de la victime allongée au sol.

Le témoin a encore précisé que lors de la discussion précédent la bagarre, les trois auraient parlé de drogues et la femme aurait déclaré à plusieurs reprises « *Tu veux que je te suce pour de la cocaïne ?* ».

Lors de son audition du 7 juillet 2022, le témoin PERSONNE12.) a confirmé ses déclarations policières du 12 mai 2022.

Au moment d'avoir aperçu la dispute entre les deux hommes près de l'arrêt de bus, il aurait pu constater que le prévenu aurait d'abord formé un poing avant de porter un coup avec son poing droit au côté gauche du visage de la victime.

La victime se serait distancée et aurait à son tour essayé à porter des coups à son agresseur, ce qu'elle n'aurait cependant pas réussi. PERSONNE2.) se serait impliquée à son tour en demandant à la victime « *Tu veux que je te suce pour de la coc ?* ». Puis l'agresseur aurait porté deux coups de poing à la victime, qui se serait effondrée au sol. Cette dernière serait tombée vers l'arrière et aurait heurté le sol avec son crâne, ce qu'aurait causé un bruit. Puis, elle n'aurait plus bougé.

Son amie PERSONNE13.) aurait supplié l'agresseur de s'arrêter à s'acharner sur la victime, ce à quoi celui-ci se serait montré dans un premier temps d'accord, avant de

porter encore un coup de pied violent contre la tête de la victime. Puis l'agresseur se serait éloigné de quelques pas avant de revenir et de porter encore 3 à 4 coups de pied avec la même violence contre la tête de la victime.

PERSONNE2.) aurait à son tour essayé de porter un coup de pied à la victime, sans y arriver, alors qu'elle aurait perdu l'équilibre et serait tombée. Puis elle aurait chuchoté à l'oreille de la victime allongée au sol, avant de lui cracher à deux reprises au visage.

Les deux prévenus se seraient éloignés en direction du centre de ADRESSE8.), avant de revenir sur les lieux où les secours et la Police aurait déjà été sur place pour prodiguer les premiers soins.

Sur question, le témoin a précisé que le prévenu aurait été l'instigateur de la bagarre et que la victime n'aurait essayé de se défendre.

Les témoins **PERSONNE15.)** et **PERSONNE16.)** n'ont pas été réauditionnés, alors que la Police n'a plus réussi à les joindre.

PERSONNE20.)

Lors de son audition par la Police en date du 15 décembre 2022, PERSONNE20.), la soeur de la prévenue PERSONNE2.), a déclaré ne pas être en contact régulier avec sa soeur et qu'elle-ci serait dépendant à l'alcool depuis l'année 2014, ce qui aurait également causé la perte de son travail.

Sa soeur PERSONNE2.) lui aurait fait part de violences dans le couple, sans qu'elle ne l'ait pu constater de ses propres yeux. Elle a décrit le prévenu comme étant agréable et sympathique.

Les auditions des prévenus devant la Police

Lors de son audition par la Police en date du 12 mai 2022, **PERSONNE1.)** a déclaré que vers 18.50 heures, son ami PERSONNE2.) l'aurait appelé par téléphone, lui demandant de la rejoindre, alors qu'elle se serait embêtée par un homme dans un café à ADRESSE8.).

Il aurait immédiatement pris son vélo et serait mis en route pour ADRESSE8.), trajet qui aurait duré environ 10 à 20 minutes. Arrivé sur place, il aurait déposé son vélo et se serait mis à la recherche de son ami PERSONNE2.) qu'il aurait retrouvée au café SOCIETE2.) ». A l'intérieur du café, son amie aurait été assise au comptoir, près d'elle se serait trouvé un jeune homme.

Elle l'aurait rejoint et ils seraient sortis ensemble du café. L'homme au comptoir aurait fait de même. A ce moment, il n'y aurait pas encore eu de problème entre eux.

Il se serait renseigné auprès de l'homme pour lui demander ce qu'il aurait voulu de son amie, ce à quoi celui-ci aurait répondu de manière évasive, pour lui dire à un moment « *viens on va fumer un joint* », ce qu'il aurait refusé.

À l'extérieur du café, un homme de couleur noire se serait approché de cet homme et aurait voulu commencer une bagarre avec celui-ci. Il se serait interposé et la situation se serait calmée.

Son amie et lui se seraient alors dirigés vers le restaurant chinois situé à côté, en direction de ADRESSE12.).

L'homme précité les aurait suivis tout en lui proposant soudainement « *Viens maintenant on peut se battre* », ce qu'il n'aurait cependant pas voulu.

Puis, l'homme aurait essayé de lui porter des coups de poing, sans vraiment l'atteindre, jusqu'à ce qu'il aurait réussi à lui donner un coup sur ses lunettes.

Ce coup aurait immédiatement déclenché une réaction de sa part, et il se rappelle lui avoir porté deux coups de poing, avant que l'homme ne soit tombé au sol en raison du troisième coup.

Sur question s'il avait continué à frapper l'homme, après l'effondrement de celui-ci, PERSONNE1.) a indiqué lui avoir porté un coup de pied, qui n'aurait cependant pas été exécuté avec force alors qu'il aurait été blessé au genou. À son avis, il aurait porté ce coup au niveau de l'épaule de la victime, sans s'en souvenir exactement de l'endroit finalement atteint. Il n'a pas su si l'homme au sol aurait été inconscient. A son avis, la victime aurait bougé encore et il aurait craint à ce moment que celle-ci se relèverait et recommencerait à se battre.

Lors de son audition de Police en date du 12 mai 2022, PERSONNE2.) a déclaré que le jour des faits, elle se serait rendue entre 15.00 heures et 16.00 heures dans un bar à ADRESSE8.), où elle se serait faite approcher par un homme lui inconnu, lui proposant de coucher avec elle en contrepartie de la cocaïne, ce qu'elle aurait refusé gentiment.

Comme elle ne se serait plus sentie à l'aise, elle aurait appelé son ami pour qu'il se rende sur place.

L'homme inconnu ne les aurait pas lâchés et aurait commencé à provoquer et insulter son ami dès l'arrivée de ce dernier, qui aurait essayé de le calmer, cependant sans succès. A un moment, cet homme serait tombé par terre, alors qu'il aurait été « *complètement bourré* ».

Elle se serait ainsi éloignée mais l'homme n'aurait pas cessé à vouloir se bagarrer, ce que son ami PERSONNE1.) aurait essayé d'éviter par tous moyens. D'après elle, l'autre homme aurait commencé à chercher à se bagarrer et aurait frappé en premier, son copain ne se serait que défendu.

Lors de son audition de Police en date du 27 octobre 2022, PERSONNE2.) a été réentendue par la Police.

PERSONNE2.) a déclaré que les coups portés par son copain n'auraient été que suggérés et qu'aucun de ces coups n'auraient atteint le corps de la victime. Par ailleurs, celle-ci se serait laissée tombée de manière volontaire par terre.

Elle conteste que son copain aurait porté le moindre coup de pied à la victime une fois au sol. Confrontée avec les déclarations des différents témoins relatifs aux coups de pied portés, elle les a réfutées, tout en exigeant que les témoins soient réentendus.

Les auditions des prévenus devant le juge d'instruction

Lors de son interrogatoire de première comparution devant le magistrat instructeur en date du 13 mai 2022, PERSONNE1.) a déclaré maintenir ses déclarations policières.

Concernant le déroulement des faits, il a précisé que son amie l'aurait téléphoné pour lui venir en aide, alors qu'elle se serait faite importuner par un homme qui lui aurait proposé à lui faire une fellation en échange de cocaïne et que celui-ci aurait voulu l'emmener à l'hôtel.

Suite à cet appel, il s'est immédiatement mis en route pour apporter secours à son amie.

Sur place, il n'aurait pas voulu se bagarrer avec l'autre homme, qui n'aurait néanmoins cessé de les provoquer.

Devant le café, son amie PERSONNE2.) se serait emparée d'une chaise de la terrasse pour impressionner cet homme.

Après que cet homme lui aurait porté un premier coup de poing lui cassant ses lunettes, ils se seraient portés des coups de poing réciproques. Un des coups aurait atteint l'oreille gauche de la victime, qui se serait immédiatement effondré au sol, ce qu'il n'aurait pas compris, alors que le coup n'aurait pas été violent.

Puis il aurait encore porté un coup de pied à la tête de la victime avant d'être parti.

A ce moment, PERSONNE2.) aurait insisté de ne pas laisser l'autre homme qui lui voulait causer du mal, de sorte qu'il aurait perdu ses nerfs et il se serait retourné auprès de la victime pour lui porter encore un coup de pied. Il aurait remarqué que la victime ne bougerait plus et il se serait éloigné.

Confronté aux déclarations du témoin PERSONNE16.) ayant déclaré que le prévenu aurait porté davantage de coups de pied à la tête de la victime, le prévenu les a qualifiées de mensongères.

Confronté aux déclarations des autres témoins sur le déroulement de la bagarre, le prévenu a indiqué que *« c'est possible, je n'ai pas conscience de tout ce qui s'est déroulé. J'ai vu noir, j'ai eu un blackout. J'avais tellement peur pour ma copine, je m'attendais le pire pour elle »*.

Lors de son interrogatoire de deuxième comparution devant le magistrat instructeur en date du 28 avril 2023, PERSONNE1.) a déclaré maintenir ses déclarations du 13 mai 2022.

Il a précisé que le jour des faits, il aurait eu l'intention de se séparer de son amie PERSONNE2.), alors qu'ils se seraient disputés, alors que celle-ci aurait été très jalouse de son ex-amie, qui aurait fêté son anniversaire ce jour-là.

Il a encore décrit son amie PERSONNE2.) comme une personne instable ayant de graves problèmes psychiques et qu'elle aurait été interné à plusieurs reprises en psychiatrie. Elle aurait sans cesse des sauts d'humeur et lors de son incarcération, elle lui aurait envoyé des lettres, lui listant les noms des hommes avec lesquels elle aurait couché pendant son absence.

Il se serait séparé d'elle au mois de mars 2022, mais elle serait toujours revenue vers lui, pour se réconcilier.

Pour illustrer les scènes de jalousie de son amie, il a fait état d'un incident du 3 mars 2022 où il aurait eu rendez-vous avec PERSONNE2.) au café « ADRESSE15.) » à ADRESSE16.). L'ambiance aurait été bonne jusqu'à ce qu'il aurait salué une connaissance féminine, ce à quoi PERSONNE2.) aurait incité les hommes qui l'auraient accompagné de le frapper, tout en criant « Allez tapez le encore ». Depuis lors, il aurait le genou gauche blessé et qu'il ne pourrait se soigner convenablement faute de couverture sociale. En plus, son téléphone portable lui aurait été dérobé ce jour-là par ces hommes.

Quelques jours après, PERSONNE2.) serait revenue vers lui pour s'excuser.

Il décrit son amie comme ayant un très sérieux problème d'alcool, dès qu'elle consommerait de la vodka, elle changerait de tempérament et serait ingérable. Lors d'une soirée, elle aurait même essayé, en sa présence, de faire une fellation à son ami. Une autre fois devant ADRESSE13.) de ADRESSE8.), PERSONNE2.), complètement ivre, se serait mise à genou devant un parfait inconnu accompagné de son amie.

PERSONNE1.) a indiqué qu'elle ferait n'importe quoi et raconterait n'importe quoi.

Le jour des faits, il lui a envoyé le message avec la teneur « *C mieux kon laisse tomber. Ta abuser aujourd'hui* », alors qu'il a eu la ferme intention de se séparer d'elle.

Au début, il n'aurait même pas voulu décrocher quand PERSONNE2.) l'aurait appelé.

Il a précisé qu'il aurait pu calmer PERSONNE5.) devant le café mais que « *Deux secondes après je remarque dans mon dos que PERSONNE2.) a pris une chaise et l'avait levé au-dessus de sa tête. Elle se dirigeait vers PERSONNE21.). Je l'ai arrêté, je lui ai dit de poser la chaise, de se calmer et de prendre un bus pour rentrer.* »

Suite au coup de poing porté à la victime PERSONNE5.), celui-ci serait tombé et il aurait voulu s'en aller. Cependant, PERSONNE2.) n'aurait cessé à lui répéter que l'autre

homme « *n'arrêtait pas de la toucher au café* », suite à quoi il aurait encore porté deux coups de pieds au visage de la victime (« *A cause du coup que j'ai reçu j'étais un peu désorienté et suite à ce qu'elle m'a dit, j'ai donné deux coups de pied au visage de PERSONNE21.)* »). A son avis, elle lui aurait indiqué que PERSONNE5.) « *ne s'arrêtait pas de me peloter, de me toucher* », sans pour autant se souvenir précisément. Cependant, elle ne lui aurait pas dit de le frapper davantage.

Il a confirmé que les deux coups de pied portés à la tête de la victime seraient inexcusables.

Sur question, il a indiqué avoir quitté les lieux après s'être assuré que « *l'homme ne pouvez plus nous faire du mal* ».

Finalement, PERSONNE1.) a indiqué ne pas avoir été à l'origine de la bagarre, qu'il ne se serait uniquement défendu et qu'il aurait voulu protéger son ami PERSONNE2.).

Lors de son interrogatoire de première comparution devant le magistrat instructeur en date du 10 janvier 2023, PERSONNE2.) a déclaré ne pas consommer d'alcool, ni de stupéfiants, « *sauf des apéritifs avec des amis de temps en temps et je fume un petit joint* ».

Elle a confirmé maintenir ses déclarations policières.

Elle a décrit la relation avec PERSONNE1.) comme très paisible « *Non, il n'y avait pas de problèmes, pas chez nous. On discute parfois mais on ne se dispute jamais* ».

Elle a contesté avoir menacé la victime avec une chaise, et explique qu'elle serait emparée de la chaise pour s'interposer entre la victime et un groupe de personnes qui se serait formé autour de la bagarre.

Elle conteste avoir craché sur la victime et selon elle la victime aurait présenté de graves problèmes psychologiques, au vu de son agressivité, tout en affirmant la véracité de ses déclarations « *C'est difficile à croire, mais je ne mentirai jamais devant la justice* ».

Quant au déroulement du 12 mai 2022, PERSONNE2.) a déclaré s'être rendue au café SOCIETE2.) » en attente de son prochain train, où elle aurait bu plusieurs bières, sans cependant se souvenir de la quantité exacte.

Confrontée aux déclarations de la serveuse du café ayant décrit la prévenue comme ayant été droguée, PERSONNE2.) a énergiquement réfuté cette accusation tout en expliquant « *C'est la jalousie de la serveuse qui lui fait dire cela. Je n'aime pas la drogue, même les joints je ne les aime pas. J'aime trop mes dents pour prendre de la drogue* ».

Confrontée au sens du message lui envoyé par son ami vers 16.46 heures le jour des faits, elle est encore revenue sur ses propos « *Je ne sais pas. On se dispute quand même. On est un peu jaloux, comme tout les couples...Je lui reproche de vouloir le rendre jalouse mais c'est de la mauvaise foi de ma part* » pour déclarer dans la phrase suivante

« Non, ce jeu de jalousie on ne le joue pas souvent. C'est une qualité de notre couple qu'on ne se rend pas jaloux l'un de l'autre ».

Quant au sens du message envoyé par PERSONNE1.) à sa sœur PERSONNE20.) vers 17.43 heures (*« Salut. Ta soeur est partie en plein délire. jsais pas ou elle est »*), elle l'a expliqué à sa façon *« Ca c'est entre eux. Il est très protecteur et ma sœur se prend un peu pour ma mère. Les deux aiment jouer à ça »*.

La prévenue a indiqué que son ami craint qu'elle boit de l'alcool ainsi que des conséquences pouvant en résulter (*« Il a peur que si je bois, que je puisse faire des choses...Par « des choses », je veux dire des fellations à des inconnus, ce que PERSONNE21.) a proposé »*).

Confrontée encore au sens message lui envoyée par son ami vers 18.09 heures (*« Jsuis à diff. On se voit un autre jour pour les affaires »*), elle a expliqué que d'après son avis, son copain serait en réalité angoissé et n'aurait pas voulu se séparer définitivement.

Au café, PERSONNE21.) lui aurait suggéré quelque chose de très stupide, comme si elle prenait de la cocaïne.

Elle a précisé que PERSONNE5.) aurait eu sur lui une petite bouteille en plastique contenant de l'alcool fort dans le café et d'après elle, il aurait été « sous influence ».

Elle aurait essayé de l'ignorer de son mieux et conteste avoir voulu se faire offrir un verre par cet homme, contrairement aux déclarations de la serveuse du café.

Puis elle aurait téléphoné à son ami PERSONNE1.) pour se renseigner où ils allaient dîner le soir, sans qu'elle ne se soit plainte de PERSONNE5.), alors qu'elle se serait sentie en sécurité.

A son arrivée, PERSONNE1.) n'aurait même pas parlé à PERSONNE5.) et aurait voulu directement sortir du café avec elle. Elle aurait alors pris ses affaires pour sortir, mais l'autre homme n'aurait cessé à la suivre pour l'importuner. En sortant, il se serait encore pris à un homme de couleur mais son copain serait arrivé à calmer la situation.

PERSONNE5.) aurait alors commencé à s'en prendre à son copain, qui aurait essayé de son mieux pour l'éviter, mais à un moment, PERSONNE5.) aurait simulé d'avoir été attaqué, dans ce contexte, il se serait laissé tomber au sol.

Elle est sûre que PERSONNE1.) n'aurait pas touché la victime et que son ami n'aurait pas eu l'intention de tuer PERSONNE5.), alors qu'il aurait eu la possibilité à le faire.

Elle affirme ne pas avoir menacé la victime avec une chaise de la terrasse, et même si elle l'avait fait, cela aurait été, *« de façon humoristique »*.

Elle réfute énergiquement l'idée qu'elle aurait incité son ami PERSONNE1.) à porter des coups à la victime.

Les expertises menées

Expertise toxicologique de PERSONNE2.)

Suite à une ordonnance émise le 1^{er} février 2023 par le Juge d'instruction, le docteur Yves YEGLES a procédé à une analyse toxicologiques des cheveux de la prévenue, pour déterminer une éventuelle consommation de stupéfiants et de se prononcer en cas de détection, sur les moyens d'administration/exposition envisageables et quant à la fréquence et les quantités de cette administration /exposition.

Il résulte du rapport toxicologique provisoire du docteur Michel YEGLES daté du 27 mars 2023 les conclusions suivantes :

« Les analyses effectuées dans les cheveux de la personne sous rubrique n'ont pas donné une indication d'une consommation ni de cocaïne, ni d'héroïne, ni de morphine, ni de codéine, ni de méthadone, ni de stimulants de type amphétaminique, ni de cannabis, ni d'autres psychotropes pendant une période de 6 mois avant la collecte des cheveux, donc entre fin juillet 2022 et fin janvier 2023 ».

Expertise psychiatrique de PERSONNE2.)

Suite à une ordonnance émise le 10 janvier 2023 par le Juge d'instruction, le docteur Marc GLEIS a examiné PERSONNE2.) en date du 23 mars 2023 pour déterminer si au moment des faits elle était atteinte de troubles mentaux ayant soit aboli son discernement ou le contrôle de ses actes ou si elle était atteint de troubles mentaux ayant altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes ou si elle avait agi sous l'emprise d'une force ou d'une contrainte à laquelle elle n'avait pas pu résister. Finalement, l'expert doit dans le cadre de sa mission déterminer si elle présente un état dangereux, si elle est accessible à une sanction pénale et déterminer si la prévenue est curable ou réadaptable et préciser le cas échéant quelles sont les mesures qui peuvent être proposées.

L'expert a retenu dans son rapport que :

« Au moment des faits qui lui sont reprochés Madame PERSONNE2.) a présenté

- 1. Une imprégnation éthylique moyenne sur fond d'un trouble de l'usage de l'alcool FI 0,2,*
 - 2. Une personnalité histrionique F60.4.*
- Ces 2 troubles mentaux n'ont pas aboli le discernement ou le contrôle des actes de Madame PERSONNE2.).*

Ces 2 troubles mentaux n'ont pas altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes.

Madame PERSONNE2.) n'a pas agi sous l'emprise d'une contrainte à laquelle elle n'a pas pu résister.

À ce jour Madame PERSONNE2.) ne présente pas un état dangereux.

Elle est accessible à une sanction pénale.

Elle est curable pour le trouble de l'usage de l'alcool et peut bénéficier d'une prise en charge psychothérapeutique ».

Expertise psychiatrique de PERSONNE1.)

Suite à une ordonnance émise le 19 mai 2022 par le Juge d'instruction, le docteur Marc GLEIS a examiné PERSONNE1.) en date du 7 juin 2023 pour déterminer si au moment des faits il était atteint de troubles mentaux ayant soit aboli son discernement ou le contrôle de ses actes ou s'il était atteint de troubles mentaux ayant altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes ou s'il avait agi sous l'emprise d'une force ou d'une contrainte à laquelle il n'avait pas pu résister. Finalement, l'expert doit dans le cadre de sa mission déterminer s'il présente un état dangereux, s'il est accessible à une sanction pénale et déterminer si le prévenu est curable ou réadaptable et préciser le cas échéant quelles sont les mesures qui peuvent être proposées.

L'expert a retenu dans son rapport que :

« Au moment des faits qui lui sont reprochés Monsieur PERSONNE1.) a présenté :

- 1) Une dépendance au cannabis F 12.2,*
- 2) Une dépendance à l'alcool F 10.2 en rémission partielle,*
- 3) Un abus de cocaïne, d'amphétamines, d'hallucinogènes en rémission complète depuis de nombreuses années.*

Au moment des faits Monsieur PERSONNE1.) ne présentait pas un trouble mental qui a aboli son discernement ou le contrôle de ses actes.

Il n'était pas atteint d'un trouble mental ayant altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes.

Il n'a pas agi sous l'emprise d'une contrainte à laquelle il n'a pas pu résister.

À ce jour, du point de vue psychiatrique Monsieur PERSONNE1.) ne présente pas un état dangereux.

Il est accessible à une sanction pénale.

Il est réadaptable, pourrait profiter d'une prise en charge concernant sa dépendance au cannabis et la dépendance à l'alcool, mais vu son manque d'autocritique et de remise en question, ce traitement paraît de très mauvais pronostic. ».

Quant à l'expertise médico-légale

Par ordonnance du Juge d'instruction rendue en date du 13 août 2019, le docteur Martine SCHAUL, médecin spécialiste en médecine légale, a été nommé expert afin de réaliser une expertise médicale sur la personne de PERSONNE5.).

La mission impartie au docteur Martine SCHAUL consistait à constater les blessures que présentait PERSONNE5.) suite à son agression du 12 mai 2022, à préciser la gravité des lésions, à en déterminer l'origine et à préciser s'il en est résulté une incapacité permanente de travail personnel, soit une maladie paraissant incurable, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave.

Il ressort de ce rapport ce qui suit :

« Hirngewebsschädigungen am Großhirn rechtsseitig zurückgeführt. Aus medizinischer Sicht wird ein Fahrverbot für die Dauer eines Jahres ausgesprochen und der Patient angehalten, krampfanfallfördernde Verhaltensweisen wie eine unregelmäßige Einnahme der Medikamente, den Konsum von Alkohol und kurze Schlafzeiten zu vermeiden.

Der zur Tatzeit 26 Jahre alte Herr PERSONNE5.) erlitt am 12.05.2022 durch stumpfe Gewalteinwirkung gegen den Kopf ein schwerstes Schädel-Hirn-Trauma, welches auch nach ausgedehnter Rehabilitationsbehandlung zu persistierenden Gedächtnisstörungen, Störungen der Sprachproduktion und der Aufmerksamkeit sowie zu einem auf bleibende Hirngewebsschädigungen zurückzuführenden Krampfanfallleiden, welches medikamentös behandelt werden muss, geführt hat. Es liegen demnach Folgeschäden vor, die im Sinne einer unheilbaren Krankheit zu interpretieren sind und mitunter auch eine überdauernde Arbeitsunfähigkeit begründen können ».

Les déclarations à l'audience

Aux audiences de la Chambre criminelle, le prévenu **PERSONNE1.)** n'a pas contesté avoir eu une bagarre avec la victime PERSONNE5.) devant le café.

Quant à la cause de la bagarre, le prévenu a confirmé avoir été appelé par PERSONNE2.), qui lui aurait indiqué d'être harcelée par un client du café, lui proposant de la cocaïne en échange d'une relation sexuelle à l'hôtel.

Sur place, il a confronté l'homme avec les dires de sa copine et ils auraient commencé à se disputer et à se bagarrer devant le café.

A un moment, PERSONNE2.) lui aurait dit d'arrêter et de se rendre à la maison. Il aurait ainsi attendu avec elle devant l'arrêt de bus se situant tout près du café, alors que PERSONNE21.) serait réapparu avec l'intention de continuer à se bagarrer avec lui.

Il serait descendu de son vélo et aurait recommencé à se bagarrer avec PERSONNE5.), et ils auraient porté des coups de poing réciproques. A un moment, son adversaire serait tombé par terre et il aurait immédiatement voulu quitter les lieux. A ce moment,

PERSONNE2.) lui aurait fait savoir que la victime aurait encore prononcé des insultes à son encontre.

Suite aux déclarations de PERSONNE2.), il aurait pris la décision de retourner près de la victime gisant sur terre et aurait, d'après ses souvenirs, porté deux coups de pied à la tête de la victime.

Il a précisé ne jamais avoir eu l'intention de tuer la victime et ne pas s'être rendu compte de la gravité des blessures infligées à la victime.

A l'audience, la prévenue **PERSONNE2.)** a déclaré avoir été au café à ADRESSE8.) le jour des faits et aurait discuté avec la serveuse. Puis PERSONNE21.) l'aurait approchée et aurait commencé à discuter avec elle, tout en lui proposant de la cocaïne pour aller avec lui à l'hôtel pour avoir un rapport sexuel. Ces propos l'auraient mise mal à l'aise, de sorte qu'elle l'aurait repoussé, avant de téléphoner à PERSONNE1.) pour lui venir à l'aide, sans pour autant se rappeler du détail de ses propos.

Peu après, PERSONNE1.) serait venu au café, visiblement énervé, et aurait commencé à se disputer « *un peu* » avec PERSONNE21.) à l'intérieur du café.

Elle serait alors sortie du café pour prendre l'air et aurait voulu aller au restaurant mais PERSONNE21.) l'aurait suivi et « *n'aurait pas arrêté à la faire chier* ».

PERSONNE1.) serait alors sorti à son tour du café et elle se serait aperçue d'un rassemblement de personnes qui auraient animé les deux hommes à se bagarrer.

Elle aurait pris une chaise en mains pour impressionner ces personnes, sans jamais avoir eu l'intention de porter des coups à PERSONNE21.).

Celui-ci ne se serait pas arrêté d'importuner PERSONNE1.) et à l'arrêt de bus, ce dernier aurait finalement repoussé PERSONNE21.).

Les deux hommes auraient commencé à se battre et soudainement, PERSONNE21.) se serait volontairement laissé tomber par terre. PERSONNE1.) se serait ainsi senti coupable et elle lui aurait proposé de partir, tout en contestant avoir motivé son ami à le frapper davantage. Elle a indiqué ne pas avoir vu PERSONNE1.) porter des coups à la victime et être d'avis qu'il n'aurait pas eu l'intention de tuer la victime ce jour, alors qu'il aurait facilement eu la possibilité.

PERSONNE2.) a encore précisé ne pas avoir appelé PERSONNE1.) pour qu'il vienne se battre avec PERSONNE21.) et qu'elle aurait toujours essayé à dissuader les deux hommes à se bagarrer.

Plus tard elle a encore indiqué que PERSONNE21.) a eu la volonté de se battre avec PERSONNE1.), qui aurait commencé à se défendre suite aux premiers coups lui portés par la victime.

Elle ne s'est emparée de la chaise sur la terrasse pour se protéger.

Selon elle, les témoins auraient tous menti quant au déroulement des faits mais a indiqué avoir bu excessivement ce jour-là, de sorte qu'elle ne se rappellerait plus des détails, ni avoir craché sur la victime allongée inconsciente au sol.

A la barre, l'expert-témoin **Martine SCHAUL** a réitéré les constatations et conclusions consignées dans son rapport d'expertise.

Sur question de la Chambre criminelle, l'experte a confirmé que la victime s'est trouvée en danger de mort suites aux blessures lui apportées.

Sur question de la défense, l'expert a expliqué que les blessures sur le côté droit du crâne auraient été les plus dommageables pour la victime. Celles-ci seraient soit la conséquence du résultat de la chute avec le crâne au sol (« contre-coup ») suite au coup de poing reçu, soit le résultat des coups de pied apportés par après à la victime. D'après son avis, la première hypothèse serait la plus probable, mais les coups de pied encaissés à la suite auraient bien évidemment empiré les blessures de la victime.

Le témoin-expert, **Dr Marc GLEIS**, a réitéré les constatations et conclusions consignées dans ses rapports d'expertise neuropsychiatrique.

Quant au déroulement des faits, l'expert a expliqué que ce n'est qu'au moment où PERSONNE2.) lui aurait révélé que l'autre homme l'aurait menacé de mort, qu'il aurait perdu son calme et aurait porté les coups de pieds à la victime gisant sur terre.

Avant de s'en prendre à la victime, l'aurait traité de « *filz de pute* », ce qui ne l'aurait pas particulièrement offensé.

Le témoin **PERSONNE9.)**, Commissaire (OPJ), Police Grand-ducale, commissariat Differdange, a sous la foi du serment relaté le déroulement de l'enquête et les éléments consignés dans les différents procès-verbaux et rapports dressés en cause.

Le témoin **Jacques THIELEN**, Commissaire (OPJ), Police Grand-ducale, section criminalité générale, a sous la foi du serment relaté le déroulement de l'enquête et les éléments consignés dans les différents procès-verbaux et rapports dressés en cause.

Le témoin **PERSONNE13.)** a déclaré à la barre sous la foi du serment que PERSONNE5.) se serait rendu, après être sorti du café, à l'arrêt de bus et aurait ignoré les deux prévenus.

PERSONNE1.) s'en serait rapproché et aurait commencé à se disputer avec celui-ci, avant de lui avoir porté un premier coup de poing. Ce dernier aurait essayé à se défendre et PERSONNE1.) l'aurait pris par son blouson et lui aurait porté un coup de poing, de façon à ce que la victime serait tombée en heurtant avec la tête le sol.

A ce moment, PERSONNE2.) aurait adressé des paroles à l'agresseur, qui lui aurait en conséquence porté 3 à 4 coups de pied au visage de la victime allongée par terre.

Le témoin a encore indiqué qu'au vu du comportement brutal du prévenu, elle aurait eu l'impression qu'il avait voulu tuer la victime.

Dans la suite, PERSONNE2.) aurait craché à plusieurs reprises au visage de la victime gisant par terre et le prévenu lui aurait encore porté un dernier coup de pied au visage.

Le témoin **PERSONNE12.)** a déclaré sous la foi du serment à la barre que PERSONNE1.) a commencé à discuter avec PERSONNE21.) et aurait serré son poing à un moment, avant de porter un coup de poing à la victime. Celle-ci aurait riposté mais aurait manqué sa cible. PERSONNE2.) aurait bousculé la victime et lui aurait enjoint de s'en aller, cependant, celui-ci serait revenu. A ce moment, le témoin PERSONNE13.) se serait immiscé dans l'altercation. PERSONNE1.) aurait porté un coup à PERSONNE21.) qui serait tombé par terre, sans plus avoir bougé et l'agresseur lui aurait encore porté des coups de pied contre la tête. Celui-ci se serait alors éloigné de la victime, pour revenir quelques instants plus tard, avant de porter encore 3 à 4 coups de pied à la tête de la victime.

A ce moment, PERSONNE2.) aurait voulu s'entremêlé et aurait essayé de porter à son tour un coup de pied contre la tête de la victime gisant au sol, ce qu'elle aurait manqué alors qu'elle aurait perdu l'équilibre et serait tombé au sol. Après s'être relevée, cette dernière aurait néanmoins craché à deux reprises au visage de la victime toujours allongée au sol.

D'après son impression, PERSONNE1.) aurait été à l'origine de la bagarre.

PERSONNE11.) a déclaré sous la foi du serment à la barre qu'elle n'aurait pas été témoin de la bagarre entre les deux hommes. Auparavant, elle aurait pu constater que PERSONNE21.) aurait énervé plusieurs clients à l'intérieur de son local. PERSONNE2.), qui aurait été visiblement droguée, aurait voulu se faire offrir un verre par PERSONNE21.), ce que ce dernier aurait refusé. PERSONNE2.) aurait alors téléphoné vers 19.00 heures PERSONNE1.) pour qu'il se dépêche au café et après l'arrivée de celui-ci, la situation aurait escaladé. A son avis, PERSONNE2.) serait l'instigatrice de tout ce qui se serait passé par après entre les deux hommes.

II. En droit

Quant à la compétence *ratione materiae*

La Chambre criminelle constate que le Ministère Public reproche aux prévenus des délits. Ces délits doivent être considérés comme connexes aux crimes retenus par l'ordonnance de renvoi.

En matière répressive, il est de principe que le fait le plus grave attire à lui le fait de moindre gravité, et que le juge compétent pour connaître des crimes l'est aussi pour connaître des délits mis à charge du même prévenu si, dans l'intérêt de la vérité, les divers chefs de prévention ne peuvent être bien appréciés que dans la même instruction devant les mêmes juges.

La Chambre criminelle est partant compétente pour connaître des délits reprochés aux prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.).

Quant au déroulement des faits

Aux audiences de la Chambre criminelle, le prévenu PERSONNE1.) est en aveu d'avoir eu une bagarre avec la victime PERSONNE5.), au cours de laquelle il aurait porté plusieurs coups de poing à celui-ci, jusqu'à ce dernier se serait effondré par terre. A ce moment il aurait voulu quitter les lieux, mais serait revenu, et aurait porté encore deux coups de pied à la tête de la victime allongée au sol.

A l'audience du 24 avril 2024, la défense a plaidé qu'il y aurait eu une bagarre entre les deux hommes, au cours de laquelle des coups de poing auraient été portés de part et autres, avant que PERSONNE5.) ne soit tombé au sol. Le prévenu aurait alors porté un coup de pied à la tête de la victime, se serait éloigné pour revenir quelques instants plus tard pour finalement porter un deuxième coup de pied à la tête de la victime. La défense a plaidé que les coups de pieds n'auraient pas été exécuté de manière violente, alors que le prévenu aurait eu le genou gauche blessé.

Les deux prévenus s'accordent pour dire que la victime a commencé à chercher à se bagarrer avec PERSONNE1.), qui aurait essayé par tout moyen d'éviter la bagarre qui s'en est suivie.

Les deux prévenus essaient de minimiser le nombre de coup de poing apportés par PERSONNE1.), PERSONNE2.) déclarant même qu'il ne s'agissait que de coups suggérés qui n'auraient pas atteint leur cible et que la victime se serait laissée tombée volontairement.

PERSONNE1.) a déclaré avoir porté en tout deux coups de pied à la victime, sans cependant se rappeler de l'endroit exact de la partie du corps de la victime ciblé, tandis que PERSONNE2.) prétend que son ami n'a porté le moindre coup de pied à la victime.

PERSONNE2.) a contesté avoir essayé à porter un coup de pied à la victime et avoir craché sur celle-ci.

Au vu de ce qui précède, la Chambre criminelle se doit de constater qu'il y a des contradictions entre les déclarations des témoins neutres entendus dans le cadre de l'enquête et confirmées sous la foi du serment à l'audience avec celles des prévenus.

Concernant la valeur probante des déclarations de témoins, la Chambre criminelle retient que le juge a un droit d'appréciation souverain sur la valeur des témoignages produits ; il n'est lié ni par le nombre ni par la qualité des témoins produits.

La Chambre criminelle rappelle que l'examen du juge, pour apprécier un témoignage, doit porter sur les points suivants :

- quelle est la valeur morale du témoin (moralité générale, capacité intellectuelle, dispositions affectives par rapport au procès...)?
- quelle est la valeur des facultés psychologiques du témoin telles qu'elles sont mises en jeu dans le témoignage (notamment relatives à la perception des faits et à la conservation au niveau de la mémoire)?
- enfin, quelle est la valeur de la déposition elle-même? (Michel FRANCHIMONT, Ann JACOBS, Adrien MASSET, Manuel de procédure pénale, 4^e édition, p. 1191).

En l'espèce, il y a déjà lieu de relever que les deux prévenus ont tous consommé de l'alcool le jour des faits et PERSONNE1.) a encore indiqué avoir fumé un ou deux joints.

Il convient encore de relever que PERSONNE2.) et PERSONNE1.) ont été en couple à un certain moment, et que tous les deux ont intérêt à minimiser leur rôle respectif dans la bagarre, notamment au vu des blessures de la victime et des reproches qui leur sont faits.

Il en découle que les déclarations des deux prévenus sont à prendre avec la plus grande prudence.

D'un autre côté, il y a lieu de relever que les versions quant au déroulement des faits tels que décrits par les témoins neutres entendus dans le cadre de la présente affaire sont claires et précises et se corroborent sur quasiment tous les points.

Dans l'appréciation de la crédibilité des différents témoignages, la Chambre criminelle relève que les dépositions avaient tous les élan de sincérité et la Chambre criminelle n'a pu dénicher, ni dans le dossier répressif, ni lors des débats à l'audience publique un quelconque indice ayant pu ébranler la crédibilité des déclarations faites sous la foi du serment.

Il y a lieu de relever que les déclarations des témoins n'ont varié d'un iota lors de leurs auditions successives tant auprès de la police qu'à l'audience sous la foi du serment. Les prévenus sont d'ailleurs des parfaits inconnus pour les témoins et ils n'ont aucun intérêt de les accuser faussement.

Il découle de l'ensemble des déclarations des témoins le déroulement des faits suivant :

PERSONNE2.) s'est fait draguée à l'intérieur du café SOCIÉTÉ2.) » par PERSONNE5.), la future victime, avec lequel elle s'est entretenue de longs moments, a bu du contenu de sa bouteille en plastique apportée par celui-ci à l'intérieur du café et lui a demandé à plusieurs reprises de lui offrir un verre, ce que ce dernier a refusé.

A un certain moment, PERSONNE2.) a appelé PERSONNE1.) sur son téléphone portable, tout en demandant à PERSONNE5.) que celui-ci parle également à son ami, pour rendre celui-ci jaloux.

Ce dernier s'est déplacé en toute vitesse par vélo de ADRESSE12.) à ADRESSE8.). En faisant irruption dans le café, il a demandé à haute voix qui « *mettait le bordel* ». A ce moment, PERSONNE2.) s'est enfuie en direction des toilettes, où elle s'est enfermée.

Après avoir pu identifier PERSONNE5.), le ton est monté entre les deux hommes, de sorte qu'ils ont été mis à la porte par la serveuse. En sortant, PERSONNE1.) a menacé des clients sur place.

Devant la porte, la discussion a continué et PERSONNE2.) a rejoint les deux hommes à un certain moment. Elle s'est emparée d'une chaise de la terrasse du café pour menacer PERSONNE5.), sans cependant passer à l'acte.

A un moment, la dispute s'est calmée, PERSONNE5.) s'est rendu vers l'arrêt de bus à proximité et les deux prévenus se sont dirigés dans une autre direction.

Cependant, ils ont fait demi-tour et PERSONNE1.) s'est précipité vers PERSONNE5.) et a recommencé à discuter avec celui-ci, tout en s'approchant de très près de celui-ci.

Après avoir été repoussé, PERSONNE1.) a lancé à voix haute « *Je vais te tuer* » tout en assénant son adversaire de plusieurs coups de poing, qui n'ont pas tous atteint leur cible.

En guise de défense, PERSONNE5.) semble avoir riposté par une quantité indéterminée de coups de poing, de sorte que la Chambre criminelle retient que des coups ont été portés de part et d'autre. PERSONNE5.) s'est retourné pour prendre la fuite, mais avant d'y arriver, PERSONNE1.) lui a porté un violent coup de poing sur le côté de sa tête, faisant tomber immédiatement au sol son adversaire. En tombant, celui-ci a heurté le sol avec son crâne et est restée allongée immobile par terre.

Il ressort encore des déclarations concordantes des divers témoignages recueillis, que PERSONNE1.) a porté à plusieurs reprises des violents coups de pieds à la tête de la victime, allongée inconsciente au sol.

Au moment que le témoin PERSONNE13.) a voulu s'interposer, PERSONNE2.) lui a adressé les paroles suivantes « *Qu'est-ce que tu veux petite pute, pourquoi tu te mêles ?* ».

PERSONNE1.) s'est éloigné de la victime et a rejoint son amie PERSONNE2.). Après une brève discussion avec celle-ci, PERSONNE1.) est revenu vers la victime pour lui porter encore des coups de pied contre la tête.

Il ressort des déclarations des témoins que PERSONNE1.) a donné au moins quatre coups de pied à la tête de la victime.

PERSONNE2.) a essayé de porter également un coup de pied contre la tête de la victime, mais n'y est pas arrivée, alors qu'elle a perdu l'équilibre et est tombée.

Après s'être relevée, elle s'est approchée de la victime pour lui chuchoter à l'oreille, puis lui a craché à deux reprises au visage, pour finalement tenir les propos suivants « *Tu veux que je te suce pour de la coke ?* ».

Au vu de ce qui précède, la Chambre criminelle constate qu'à aucun moment, PERSONNE2.) a essayé de calmer la situation ou même de retirer PERSONNE1.) de la victime. Bien au contraire, ce n'est qu'après s'être échangé avec son ami, que ce dernier est revenu vers la victime pour lui porter encore des coups de pied à la tête.

Concernant finalement le rôle endossé par PERSONNE2.) lors de la bagarre, il y a lieu de noter que celle-ci a fait appel à PERSONNE1.) depuis le café, tout en essayant de le rendre jaloux en le faisant parler avec la future victime, et elle s'est cachée au moment de l'arrivée de son ami aux toilettes.

Lors de la bagarre, elle a menacé la victime avec une chaise, sans avoir autrement participé de manière physique à la bagarre.

Elle a essayé d'écartier les témoins qui ont voulu s'interposer, puis a attendu que la victime soit allongée inconsciente au sol pour devenir active, notamment en essayant de lui porter un coup de pied à la tête, dont elle a échoué, lui crachant finalement au visage.

En définitive, l'intégralité des éléments rappelés ci-dessus, qui sont de nature à ébranler la crédibilité des déclarations des prévenus et à consolider la crédibilité de l'ensemble des déclarations des témoins, forment aux yeux de la Chambre criminelle un faisceau d'indices précis, pertinents et concordants permettant de retenir, avec la certitude requise pour asseoir une condamnation, que PERSONNE1.) et PERSONNE2.) se sont rendus coupables de l'ensemble des faits libellés à leur charge.

Au vu de ce qui précède, la Chambre criminelle arrive encore à la conclusion que les déclarations des prévenus ne sont pas crédibles, alors qu'ils essaient tous les deux à minimiser leur rôle dans la genèse des faits, de sorte qu'il y a lieu de retenir le déroulement des faits tels qu'il ressort des déclarations claires, précises et constantes des témoins.

Il convient dès lors d'analyser la prévention de tentative de meurtre sur base du déroulement des faits tel que retenu par la Chambre criminelle.

Quant à la tentative de meurtre

Aux termes de la citation à prévenu, ensemble l'ordonnance de renvoi de la Chambre du conseil, il est reproché à titre principal à PERSONNE1.) et PERSONNE2.), comme auteurs, co-auteurs ou complices, le 12 mai 2022 entre 18.47 et 19.37, à ADRESSE8.) sur le trottoir devant le ADRESSE9.) » sis à L-ADRESSE10.), principalement, en infraction aux articles 51, 52, 392 et 393 du Code pénal, d'avoir volontairement et avec intention de donner la mort, tenté de commettre un homicide sur la personne de

PERSONNE5.), né le DATE3.) à ADRESSE6.), en lui portant plusieurs coups de poing au visage et en lui portant au moins quatre coups de pieds.

Quant à PERSONNE1.)

A l'audience de la Chambre criminelle, le prévenu n'a pas contesté d'avoir porté des coups de poing au visage de la victime ainsi que des coups de pied à la tête de celle-ci, une fois effondrée au sol, tout en essayant à minimiser le nombre de coups portés, et en prétendant ne pas avoir eu l'intention de tuer la victime.

Pour qu'il y ait tentative punissable au sens des articles 51 et 52 du Code pénal, il faut que la résolution de commettre un crime ou un délit ait été manifestée par des actes extérieurs qui forment un commencement d'exécution de ce crime ou de ce délit, et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de leur auteur.

La tentative de meurtre requiert les éléments suivants :

- 1) le commencement d'exécution d'un acte matériel de nature à causer la mort,
- 2) une victime qui ne soit pas l'agent lui-même,
- 3) l'intention de donner la mort et,
- 4) l'absence de désistement volontaire.

ad 1) le commencement d'exécution d'un acte matériel de nature à causer la mort,

En l'espèce, la victime a reçu plusieurs coups de poing au visage, avant d'être atteint par un coup de poing à l'oreille, qui l'a immédiatement fait tomber au sol. En chutant, la victime a heurté de plein fouet avec son crâne le sol, lui faisant perdre immédiatement conscience.

Dans cet état immobile, le prévenu PERSONNE1.) a porté plusieurs coups de pied violents, exécutés avec son pied droit, à la tête de la victime.

Quelques instants plus tard, il s'est une nouvelle fois pris à la victime pour lui porter encore plusieurs coups de pied violents à la tête.

La victime a été transportée à l'hôpital, où elle a dû être opérée d'urgence.

Il appert du rapport médical établi par le médecin-urgentiste que la victime PERSONNE5.) a présenté un niveau de conscience très altéré (6 points sur 15 points possibles sur l'échelle de Glasgow), et qu'il y a eu danger de mort imminente pour la victime.

D'innombrables tests ont été effectués à l'hôpital constatant de lourdes blessures cérébrales.

Il ressort de la lettre de sortie de l'hôpital établi en date du 3 juin 2022 par le docteur PERSONNE23.) que le patient a subi un traumatisme crânien après la bagarre du 12 mai 2022, que son état a été comatique et qu'il a dû être intubé.

Il ressort encore d'une attestation du 13 juillet 2022 établie par le docteur PERSONNE24.) que la victime se trouve au centre de rééducation au ADRESSE17.) et que « *le patient n'est actuellement pas capable de prendre une décision seul, ainsi que d'apposer sa signature en connaissance de cause* ».

Le docteur Martine SCHAUL a retenu dans son rapport d'expertise du 12 janvier 2023 que : « *Die Verletzungen waren akut lebensbedrohlich, erforderten eine notfallmässige Operation und hatten möglicherweise die Entwicklung eines Krampfleidens (Epilepsie) zur Folge.* ».

Même s'il n'est pas possible, d'après les explications de l'expert Martine SCHAUL à l'audience, de déterminer à l'exclusion de tout doute si le fait de tomber sur le crâne en raison du coup de poing porté (« contre-coup »), ou si les coups de pied portés dans la suite, ont causé les lésions cérébrales les plus importantes, il est incontestable que le contre-coup est le résultat exclusif des coups de poing donné par PERSONNE1.) à la victime, faisant chuter celle-ci.

Au vu des graves blessures apportées à la victime, cette condition est partant remplie en l'espèce.

ad 2) une victime qui ne soit pas l'agent lui-même

La victime étant PERSONNE5.), cette condition est remplie.

ad 3) l'intention de donner la mort

La tentative de meurtre est juridiquement constituée lorsque l'intention de l'agent consiste à agir en croyant donner la mort. Il faut donc que le geste violent ait été porté avec l'intention de tuer et qu'il y ait concomitance entre le geste et l'intention, mais il n'est pas nécessaire que l'auteur ait prémédité son acte ; l'intention de tuer a pu surgir brusquement dans l'esprit de l'auteur au moment où il frappait (Encyclopédie Dalloz, Droit pénal, v° homicide, n°22). Il s'agit donc de prouver un fait purement psychologique dont la preuve peut être rapportée par tous les moyens, y compris par de simples présomptions (Garçon, Code pénal annoté, t.2, art.295, n°63 et ss.).

La qualification de tentative de meurtre est subordonnée à la condition que l'auteur de l'acte soit animé au moment d'exécuter l'acte de l' « *animus necandi* », c'est-à-dire qu'il ait conscience que cet acte allait provoquer la mort de la victime à condition que le résultat voulu se produirait. Le crime de tentative d'homicide volontaire implique que celui auquel il est reproché ait eu la volonté de tuer (cf. JurisClasseur, Atteintes volontaires à la vie, art.221-1 à 221-5, n°50).

Mais la démonstration d'un processus psychologique est difficile et même impossible à établir directement. Il faut donc scruter les circonstances matérielles pour en conclure à l'existence ou à l'absence de l'intention en tenant cependant compte que les mobiles qui ont déterminé l'auteur n'ont aucune influence sur l'imputabilité.

Il faut ainsi tenir compte des circonstances dans lesquelles les coups ont été portés, aux rapports qui existaient entre l'auteur des coups et la victime, de la nature de l'arme employée, de la manière dont elle a été maniée, des gestes accomplis et des paroles prononcées avant, pendant et après les faits, des situations respectives de la victime et de son agresseur dans la scène qui s'est déroulée, de la nature des blessures et du nombre de coups portés (cf. A. MARCHAL et J. P. JASPAR, Droit criminel, Tome I, n°1143 ; R.P.D.B. ; Tome VI, verbo homicide n°11 ; NYPELS, Code pénal belge interprété, article 393, n°4).

La jurisprudence n'exige d'ailleurs pas que l'auteur ait voulu consciemment et méchamment la mort de son adversaire ; il suffit qu'il en ait envisagé et accepté l'éventualité (Dalloz, Droit pénal, v° homicide, n° 23 ; Cass 17 avril 2008, n° 2471 ; CA, Ch. crim., 13 février 2019, n°5/19).

En l'espèce, il est constant en cause que PERSONNE1.) a porté un coup de poing à la tête de PERSONNE5.), faisant tomber celui-ci par terre, tout en heurtant avec son crâne le sol, le mettant immédiatement dans un état inconscient et immobile.

Le prévenu, profitant de cette situation particulièrement avantageuse, a porté quelques coups de pied violents avec le pied droit contre la tête de la victime, sans que celle-ci n'ait plus pu opposer la moindre résistance à son agresseur.

Le prévenu s'est éloigné de la victime, pour revenir et lui porter encore davantage de coups de pied à la tête.

La Chambre criminelle constate encore que PERSONNE1.) n'a pas seulement blessé de manière superficielle PERSONNE5.), mais que bien au contraire, les coups de pied ont été portés de manière violente, ce qui est démontré par l'importance des blessures causées, l'expert ayant précisé à cet égard que les traumatismes craniocérébraux peuvent toujours engendrer des complications sévères et imprévisibles, mettant en danger la vie de la personne.

Par ailleurs, il ressort des déclarations des témoins et confirmé par le prévenu lui-même qu'il a déclaré à la victime, avant de lui assener un premier coup de poing, « *Je vais te tuer* ».

Au vu de ce qui précède, l'intention de donner la mort n'est pas sujet à contestation, alors que la force employée et le nombre de coups portés à la tête de la victime, ensemble l'annonce du prévenu à la victime, ne permettent pas au prévenu de nier l'intention de tuer au moment d'accomplir ces faits. En effet, en assénant à la victime une série de coups de pied d'une violence inouïe à la tête, PERSONNE1.) ne pouvait ignorer que ces coups pouvaient entraîner la mort de la victime.

La Chambre criminelle retient que ce dernier a nécessairement dû savoir que de tels coups de pieds portés contre la tête d'une victime allongée inconsciente au sol, pouvait causer la mort et qu'il a nécessairement accepté cette conséquence éventuelle.

Il y a partant lieu de retenir que les coups de pied portés par le prévenu PERSONNE1.) étaient d'une gravité telle que le prévenu a nécessairement accepté que la mort de la victime puisse survenir. L'auteur de tels coups ne peut avoir d'autre intention que celle de tuer.

La Chambre criminelle retient partant que l'intention de donner la mort se trouve ainsi établie à suffisance de droit dans le chef de PERSONNE1.).

Ad 4) l'absence de désistement volontaire

Il ressort des éléments du dossier répressif et notamment des dépositions des témoins que PERSONNE1.) ne s'est à aucun moment volontairement désisté de l'agression, au contraire, après avoir fait tomber PERSONNE5.) au sol, qui y est resté immobilisé, le prévenu a continué à lui porter de violents coups de pied.

Même après l'intervention active de témoins, le prévenu ne s'est pas gêné à porter encore des coups de pied à la victime.

Après les faits, le prévenu s'est enfui en compagnie de son amie PERSONNE2.) sans égard quant aux blessures de sa victime.

La condition énumérée sub 4) est partant également établie.

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de retenir PERSONNE1.) dans les liens de la prévention de tentative d'homicide volontaire telle que libellée sub. I. à titre principal par le Ministère Public.

Quant à PERSONNE2.)

PERSONNE2.) a contesté toute participation en son chef des infractions libellées sub. I. à l'encontre de PERSONNE1.).

L'article 66 du Code pénal prévoit que

« Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit:

Ceux qui l'auront exécuté ou qui auront coopéré directement à son exécution ;

Ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, le crime ou le délit n'eût pu être commis

Ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront directement provoqué à ce crime ou à ce délit. »

Le co-auteur est la personne qui participe directement à la commission d'une infraction aux côtés d'une ou de plusieurs autres personnes tandis que le complice est la personne qui n'a fait qu'aider l'auteur dans la préparation ou dans l'exécution matérielle de l'infraction et qui s'y est associé d'une façon incidente ou accessoire.

La participation par aide ou assistance à une infraction est, suivant les circonstances que les juges du fond apprécient souverainement, ou un acte de participation principale c'est-à-dire un acte en qualité d'auteur, ou un acte de participation accessoire, c'est-à-dire un acte de complice. La participation principale par aide ou assistance peut se manifester sous les formes les plus diverses, aussi le législateur, pour les embrasser toutes, se sert-il dans l'article 66 du Code pénal des termes généraux « par un fait quelconque ». (Cour d'appel, 5 avril 1968, P. 19, 314)

Il suffit que l'aide ou l'assistance ait été principale en ce sens que, sans elle, l'infraction n'eût pu être commise « telle qu'elle a été commise ».

Le fait délictueux peut être attribué à une personne qui ne l'a pas personnellement exécuté sous condition qu'il y ait eu:

- un acte de participation répondant à l'un des modes énumérés par la loi ;
- réalisation matérielle de l'infraction principale ou de sa tentative ;
- un lien adéquat effectif entre le mode de participation et la réalisation de l'infraction ou de sa tentative ;
- une incrimination autorisant la poursuite des participants ;
- une intention de participer à la réalisation de l'infraction principale : avoir en connaissance de cause l'intention de participer.

(Hennau et Verhaegen, Droit pénal général, no 297 et suiv. p. 255 – 266)

Il résulte des éléments du dossier, ensemble les débats à l'audience, que PERSONNE2.) a fait connaissance avec PERSONNE5.) au café « SOCIETE2.) », tout en discutant avec celui-ci pendant de longs instants au comptoir, en sirotant de l'alcool fort de sa bouteille en plastique, et en lui demandant à plusieurs reprises de lui offrir un verre.

Au comptoir du café, elle s'est servie de la personne de PERSONNE5.) pour rendre jaloux son ami PERSONNE1.), (qui semble avoir très récemment terminé la relation amoureuse avec elle) en le laissant parler avec son téléphone à son ami, qui lui était parfaitement inconnu.

Au moment que PERSONNE1.) est entré au café et tout en ayant conscience de l'énervement de celui-ci et de sa réaction, elle s'est enfuie aux toilettes pour s'y enfermer.

Une fois que les deux hommes ont été mis devant la porte du café en raison de la dispute qui s'est déclenchée, PERSONNE2.), est sortie de sa cachette pour sortir sur la terrasse du café, où elle s'est emparée d'une chaise, en la soulevant contre PERSONNE5.).

Il est établi en cause que PERSONNE2.) n'a entrepris le moindre effort afin d'éviter que les deux hommes s'en prennent aux mains.

Bien au contraire, au moment de l'interposition du témoin PERSONNE13.), au lieu de la soutenir pour raisonner son ami, elle s'est adressée en les termes suivants à celle-ci « *Qu'est-ce que tu veux petite pute, pourquoi tu te mêles ?* ».

Une fois la victime effondrée et gisant dans un état inconscient au sol, PERSONNE2.) n'a pas non plus pris le moindre soin pour s'occuper de la victime.

Au contraire, elle n'a pas retenu son ami PERSONNE1.), qui a porté des coups de pieds à la tête de la victime. PERSONNE2.) a même invité son ami à s'acharner sur la victime, alors qu'elle n'a cessé de répéter à celui-ci que la victime l'aurait offensée au café et qu'il l'aurait menacée de mort.

PERSONNE2.) a elle-même essayé de porter un coup de pied à la tête de la victime, ce qui ne lui est pas arrivé, alors qu'elle a perdu l'équilibre en raison de son état alcoolisé.

En se relevant du sol, celle-ci s'est finalement approchée de la victime en lui chuchotant des mots à l'oreille, pour après lui cracher à deux reprises au visage.

PERSONNE2.) a encore participé à l'exécution de l'agression de PERSONNE5.) en menaçant la victime avec une chaise et en s'abstenant à raisonner et retenir son ami au moment que celui-ci s'est acharné sur la victime.

Pendant la bagarre, elle a pris l'initiative pour que les passants présents dans la rue ne puissent venir au secours de la victime.

Elle-même a essayé à passer à l'acte en tentant de porter un coup de pied à la tête de la victime.

Finalement, le fait d'avoir craché au visage de la victime tout en prononçant à haute voix les paroles «*Tu veux que je te suce pour de la coke?* » démontre encore l'attitude méprisante de la prévenue vis-à-vis de la victime gravement blessée.

Au vu de ce qui précède, la Chambre criminelle décide de retenir PERSONNE2.) comme coauteur de l'infraction de tentative d'homicide volontaire sur la personne de PERSONNE5.), alors que la prévenue porte la responsabilité principale de toute cette offense.

Quant à l'infraction de menaces par gestes

Il est finalement reproché à PERSONNE2.), dans les mêmes circonstances de temps et de lieux, en infraction à l'article 329 du Code pénal, d'avoir menacé PERSONNE5.), d'un attentat contre sa personne en soulevant une chaise et en insinuant de vouloir le frapper à l'aide de celle-ci.

La menace visée à l'article 329 du code pénal doit être faite par gestes ou emblèmes, annoncer un attentat contre les personnes ou les propriétés punissable d'une peine criminelle ou d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois et être faite avec une intention délictueuse, c'est-à-dire avec la conscience et la volonté de causer une impression de terreur ou d'alarme chez celui auquel la menace s'adresse (cf. Jean Constant, Manuel de droit pénal, éd. 1949, IIe partie, tome 1er, p.355 ss). Il convient de donner aux mots « gestes ou emblèmes » une signification très générale. Tout acte, tout fait, tout signe, quel qu'il soit, qui, dans la pensée de l'individu qui menace et dans celle

de la personne menacée, constitue la menace d'un attentat, est caractéristique de la menace par gestes ou emblèmes (TAL n° rôle 1890/90 du 21 novembre 1990).

Le législateur a entendu réprimer la menace en raison du trouble à la sécurité à laquelle les individus ont droit dans une société bien organisée. Il en résulte que la menace doit, pour être réprimée, être susceptible de créer une impression de trouble ou d'alarme (CA n° rôle 97/80 IV du 24 juin 1980).

En l'espèce, il résulte des déclarations du témoin PERSONNE11.) lors de son audition par la Police du 14 juin 2022, confirmées sous la foi du serment à l'audience publique, qui se trouvent encore confirmées par les déclarations du prévenu PERSONNE1.) lors de son interrogatoire de première comparution devant le magistrat instructeur en date du 13 mai 2022, que PERSONNE2.) s'est emparé d'une chaise et l'a hissé pour menacer PERSONNE5.).

La Chambre criminelle considère qu'en l'occurrence le fait pour PERSONNE2.) de soulever une chaise tout en insinuant de vouloir frapper PERSONNE5.) avec celle-ci, est dans le contexte de la situation tendue précédant la bagarre, à considérer comme un geste extrêmement menaçant, de sorte que la preuve de l'élément matériel de la menace par geste est donc rapportée dans le chef de la prévenue.

Les déclarations farfelues de la prévenue, qui ont changé au fil de ses auditions (chaise dressée contre un prétendu groupe de personnes, chaise soulevée de « *façon humoristique* »), constituent des mensonges grossiers et sont à rejeter.

Quant à l'élément moral, il résulte à suffisance des faits tels que repris ci-avant et notamment des comportements extrêmement agressifs des prévenus à l'égard de PERSONNE5.), que celui-ci était effrayé et avait peur au moment des faits.

La preuve de l'élément intentionnel de l'infraction est partant également rapportée.

Au vu de ce qui précède, l'infraction libellée sub II.1 à l'encontre de PERSONNE2.) se trouve établie tant en fait qu'en droit, de sorte qu'il a lieu de la retenir dans les liens de cette prévention.

Au vu des éléments du dossier répressif ainsi que les déclarations des experts Dr. Marc GLEIS, Dr. Martine SCHAUL et des témoins PERSONNE9.), PERSONNE10.), PERSONNE11.) et PERSONNE12.), ensemble les aveux partiels du prévenu PERSONNE1.), les deux prévenus sont **convaincus** :

« I. PERSONNE1.) et PERSONNE2.),

comme auteurs,

le 12 mai 2022 entre 18.47 et 19.37, à ADRESSE8.) sur le trottoir devant le ADRESSE9.) » sis à L-ADRESSE10.),

en infraction aux articles 51, 52, 392 et 393 du Code pénal,

d'avoir volontairement et avec intention de donner la mort, tenté de commettre un homicide,

tentative qui s'est manifestée par des actes extérieurs formant un commencement d'exécution de ce crime et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté des auteurs,

en l'espèce, d'avoir volontairement et avec intention de donner la mort tenté de commettre un homicide sur la personne de PERSONNE5.), né le DATE3.) à ADRESSE6.), en lui portant plusieurs coups de poing au visage et en lui portant au moins quatre coups de pied,

II. PERSONNE2.),

comme auteur,

le 12 mai 2022 entre 18.47 et 19.37, à ADRESSE8.) sur le trottoir devant le ADRESSE9.) » sis à L-ADRESSE10.)

en infraction à l'article 329 du Code pénal,

d'avoir menacé par gestes d'un attentat contre les personnes, punissable d'une peine criminelle ou d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois,

en l'espèce, d'avoir menacé PERSONNE5.), d'un attentat contre sa personne en soulevant une chaise et en insinuant de vouloir le frapper à l'aide de celle-ci ».

Quant aux peines

Quant à PERSONNE1.)

L'article 393 du Code pénal punit le meurtre de la peine de réclusion à vie.

La tentative de ce crime est punie en vertu de l'article 52 du Code pénal de la peine immédiatement inférieure à celle du meurtre, à savoir la réclusion de vingt à trente ans.

Aux termes des articles 73 et 74 du Code pénal, s'il existe des circonstances atténuantes, la réclusion de vingt à trente ans est remplacée par la réclusion non inférieure à dix ans.

Dans l'appréciation du quantum de la peine à prononcer à l'égard du prévenu, la Chambre criminelle tient compte d'une part de la gravité objective des faits mis à sa charge, et d'autre part de sa situation personnelle.

Comme susindiqué, le Dr Marc GLEIS a conclu que le prévenu n'était pas au moment des faits atteint d'un trouble mental ou d'une anomalie ayant affecté ou annihilé la faculté de perception des normes morales élémentaires. D'après l'expert psychiatre, il

n'a pas non plus présenté une maladie ou une anomalie ayant affecté ou annihilé sa liberté d'action.

La Chambre criminelle retient que l'infraction de tentative de meurtre retenue à l'encontre de PERSONNE1.) est d'une gravité incontestable. Il a asséné la victime PERSONNE5.) de plusieurs coups de poing au visage, dont le dernier l'a fait tomber, en heurtant avec le crâne le sol, le mettant immédiatement dans un état inconscient.

Dans cet état, le prévenu a porté plusieurs coups de pied violents contre la tête de la victime, et ne s'est pas désisté, même en présence et au vu de l'intervention de plusieurs témoins.

Au vu des éléments de la cause, et notamment de la gravité objective des faits, qui auraient pu entraîner la mort de la victime PERSONNE5.), mais tout en tenant compte en tant que circonstances atténuantes l'absence d'inscription dans son casier judiciaire et le fait qu'il s'est dénoncé lui-même, la Chambre criminelle estime que PERSONNE1.) est adéquatement sanctionné, par une **peine de réclusion de 15 ans**.

Le prévenu n'a pas encore subi de condamnation excluant le sursis à l'exécution des peines.

La Chambre criminelle estime cependant qu'eu égard au caractère gratuit et dénué des moindres scrupules des gestes, le prévenu ayant agressé la victime pour une futilité et s'est acharné sur celle-ci, en lui portant de violents coups de pieds contre la tête une fois allongée dans un état inconscient au sol, ensemble l'absence d'une réelle prise de conscience de ce dernier, la peine d'emprisonnement prononcée ne peut être assortie que d'un sursis simple partiel qu'il y a lieu de fixer à **7 ans**.

Cependant, la gravité intrinsèque des faits commande que la peine doit être dissuasive et rétributive, il y a dès lors lieu d'assortir uniquement **7 ans** de la peine de réclusion du sursis à l'exécution.

La Chambre criminelle prononce encore contre PERSONNE1.) sur base de l'article 10 du Code pénal la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il est revêtu ainsi que l'interdiction à **vie** des droits énumérés à l'article 11 du Code pénal.

Quant à PERSONNE2.)

Les infractions retenues à charge de PERSONNE2.) se trouvent en concours réel entre elles, de sorte qu'il y a lieu de faire application de l'article 61 du Code pénal et de ne prononcer que la peine la plus forte.

L'article 393 du Code pénal punit le meurtre de la peine de réclusion à vie.

La tentative du crime d'homicide volontaire est punie en vertu de l'article 52 du Code pénal de la peine immédiatement inférieure à celle du meurtre, à savoir la réclusion de vingt à trente ans.

Aux termes des articles 73 et 74 du Code pénal, s'il existe des circonstances atténuantes, la réclusion de vingt à trente ans est remplacée par la réclusion non inférieure à dix ans.

L'article 329 alinéa 2 du code pénal punit la menace par gestes d'un attentat contre les personnes d'une peine criminelle ou d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois, d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de 251 à 3.000 euros.

La peine la plus forte est celle comminée pour l'infraction de tentative de meurtre.

Dans l'appréciation du quantum de la peine à prononcer à l'égard de la prévenue, la Chambre criminelle tient compte d'une part de la gravité objective des faits mis à sa charge, et d'autre part de sa situation personnelle.

Comme susindiqué, le Dr Marc GLEIS a conclu que la prévenue n'était pas au moment des faits atteint d'un trouble mental ou d'une anomalie ayant affecté ou annihilé la faculté de perception des normes morales élémentaires. D'après l'expert psychiatre, elle n'a pas non plus présenté une maladie ou une anomalie ayant affecté ou annihilé sa liberté d'action.

La Chambre criminelle retient que l'infraction de tentative de meurtre retenue à l'encontre de PERSONNE2.) est d'une gravité incontestable. C'est elle qui a fait la rencontre avec la victime et qui a fait venir PERSONNE1.) au café en le rendant jaloux. C'est encore elle qui a instigué PERSONNE1.) à s'en prendre à la victime, allongée au sol, en lui répétant sans cesse que la victime l'aurait offensée. Finalement, elle a tenté elle-même de porter un coup de pied à la tête de la victime allongée inconsciente au sol.

Au vu des éléments de la cause, et notamment de la gravité objective des faits, qui auraient pu entraîner la mort de la victime PERSONNE5.), mais tout en tenant compte en tant que circonstance atténuante de l'absence d'inscription dans son casier judiciaire, la Chambre criminelle estime que PERSONNE2.) est adéquatement sanctionnée, par une **peine de réclusion de 10 ans**.

La prévenue n'a pas encore subi de condamnation excluant le sursis à l'exécution des peines.

Cependant, la gravité intrinsèque des faits commande que la peine doit être dissuasive et rétributive, il y a dès lors lieu d'assortir uniquement **5 ans** de la peine de réclusion du sursis à l'exécution.

La Chambre criminelle prononce encore contre PERSONNE2.) sur base de l'article 10 du Code pénal la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il est revêtu ainsi que l'interdiction **à vie** des droits énumérés à l'article 11 du Code pénal.

Au civil :

1) Partie civile de la SOCIETE1.) :

A l'audience du 24 avril 2024, PERSONNE4.), employée, dûment mandatée par procuration du 1^{er} février 2024, se constitua partie civile au nom et pour compte de la SOCIETE1.), contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Cette partie civile déposée sur le bureau de la Chambre criminelle de Luxembourg est conçue comme suit :

Il y a lieu de donner acte à la partie demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

La Chambre criminelle est compétente pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'encontre de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La demande civile est recevable pour avoir été faites dans les forme et délai de la loi.

La SOCIETE1.) réclame les frais par elle exposés comme suit :

Frais hospitaliers:	171.247,02	euros	+p.m.
Frais médicaux:	23.802,39	euros	+p.m.
Frais de transport:	2.117,28	euros	+p.m.
Massages et Physiothérapie:			p.m.
Moyens accessoires:			p.m.
Assurance dépendance:			p.m.
Soins infirmiers:			p.m.
Indemnité pécuniaire:	47.650,54	euros	+p.m.
Divers:			p.m.
Total:	244.817,23	euros	+p.m.

sinon à toute autre somme même supérieure fixer par le tribunal ou toute autre somme même supérieure à dire d'experts, avec les intérêts au taux légal partir du 12 mai 2022.

La demande civile est fondée en principe. En effet, le dommage dont la SOCIETE1.) entend obtenir réparation est en relation causale directe avec les infractions retenues à charge de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La Chambre criminelle ne disposant cependant pas des éléments nécessaires et suffisants pour évaluer les montants indemnitaires devant revenir à la SOCIETE1.), du chef des préjudices qu'elle a subis, il y a lieu d'ordonner une expertise en nommant un collègue d'experts avec la mission plus amplement spécifiée au dispositif du présent jugement.

2) Partie civile de PERSONNE5.) :

A l'audience du 24 avril 2024, Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à ADRESSE1.), se constitua partie civile au nom et pour le compte de PERSONNE5.) contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Cette partie civile déposée sur le bureau de la Chambre criminelle de ADRESSE1.) est conçue comme suit :

Il y a lieu de donner acte à la partie demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

La Chambre criminelle est compétente pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'encontre de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La demande civile est recevable pour avoir été faites dans les forme et délai de la loi.

PERSONNE5.) réclame son préjudice subi comme suit :

Dommmage physique et corporel :	850.000 euros
(I.TT., I.TP., I.P.T., I.P.P.) PERSONNE5.) restera handicapé à vie	
Dommmage matériel:	150.000 euros
Frais médicaux, d'hospitalisation, de soins et de prise en charge	p.m.
Frais de déplacement passes et futurs	p.m.
Frais de traitement actuels et futurs	p.m.
Dégâts vestimentaires	p.m.
Dommmage moral :	250.000 euros
Pretium doloris (douleurs endurées)	p.m.
Atteinte l'intégrité physique, aspect moral (souffrances morales suite l'atteinte non tolérable à l'intégrité physique; choc émotionnel; douleurs de longue date)	p.m.
Préjudice d'agrément (diminution des plaisirs de la vie ; réduction de la mobilité; gêne permanente; la victime éprouve des douleurs permanentes, impossibilité de pratiquer du sport). Séquelles d'ordres psychologique (anxiété, cauchemars, crises, spasmes)	p.m.
Préjudice d'agrément, déficit fonctionnel de PERSONNE21.))	p.m.
Préjudice juvénile (PERSONNE5.) est jeune et voit ses espérances de joies de l'existence réduites)	p.m.
Préjudice esthétique (altération de l'image que les autres ont de PERSONNE5.) mais aussi de l'image de soi, atteinte psychologique)	p.m.
Total:	1.250.000 euros+p.m

sinon à toute autre somme même supérieure fixer par le tribunal ou toute autre somme même supérieure à dire d'experts, avec les intérêts au taux légal partir du 12 mai 2022 majoré de 3 points à partir du premier jour de l'expiration du délai de 3 mois qui suit à la signification / notification du jugement, conformément aux articles 14, 15 et 15-1 de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiements et aux intérêts de retard.

PERSONNE5.) réclame encore une indemnité de procédure de 1.250 euros sur base de l'article 194 du Code de procédure pénale.

La demande civile est fondée en principe. En effet, le dommage dont PERSONNE5.) entend obtenir réparation est en relation causale directe avec les infractions retenues à charge de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

A l'audience, le mandataire du prévenu PERSONNE1.) a contesté le montant réclamé et conclut à un partage de responsabilité compte tenu du prétendu comportement fautif de la victime.

La responsabilité pour faute oblige celui dont la faute a causé un dommage à autrui à le réparer, sans distinguer, si cette faute a été la cause unique du dommage ou seulement une des causes parmi d'autres. Il est fait exception à cette règle, lorsqu'une part de responsabilité du dommage incombe à la victime elle-même. Dans ce cas, le coauteur du dommage n'est obligé à le réparer que dans la proportion où la victime n'en est pas elle-même responsable. (Tribunal Luxembourg, 14 mars 1959, P. 17, p. 472).

En l'espèce, bien qu'il est établi que PERSONNE5.) s'est défendu contre son agresseur PERSONNE1.), il n'a cependant commis aucune faute en relation avec le dommage lui accru, de sorte que la Chambre criminelle retient qu'il n'y a pas lieu de prononcer un quelconque partage de la responsabilité.

La Chambre criminelle ne disposant cependant pas des éléments nécessaires et suffisants pour évaluer les montants indemnitaires devant revenir à PERSONNE5.), du chef des préjudices qu'il a subis, il y a lieu d'ordonner une expertise en nommant un collègue d'experts avec la mission plus amplement spécifiée au dispositif du présent jugement.

En cas d'institution d'une expertise, PERSONNE5.) demande une indemnité provisionnelle de 125.000 euros.

Alors qu'il serait inéquitable de laisser à charge de PERSONNE5.) l'intégralité des frais par lui exposés et au vu de la décision à intervenir à l'égard de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.), la Chambre criminelle décide de faire droit à cette demande à hauteur de 20.000 euros.

La Chambre criminelle condamne partant solidairement PERSONNE1.) et PERSONNE2.) à payer à PERSONNE5.) le montant de 20.000 euros à titre d'indemnité provisionnelle.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure est encore à réserver.

3) Partie civile de PERSONNE6.) :

A l'audience du 24 avril 2024, Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour le compte de PERSONNE6.) contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Cette partie civile déposée sur le bureau de la Chambre criminelle de Luxembourg est conçue comme suit :

Il y a lieu de donner acte à la partie demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

La Chambre criminelle est compétente pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'encontre de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La demande civile est recevable pour avoir été faites dans les forme et délai de la loi.

PERSONNE6.) réclame indemnisation à titre de réparation de son préjudice moral subi suite aux agissements des prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) et qu'elle évalue sous toutes réserves à 100.000 euros, sinon à toute autre somme même supérieure fixer par le tribunal ou toute autre somme même supérieure à dire d'experts, majoré de 3 points à partir du premier jour de l'expiration du délai de 3 mois qui suit à la signification / notification du jugement, conformément aux articles 14, 15 et 15-1 de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiements et aux intérêts de retard.

PERSONNE6.) réclame encore une indemnité de procédure de 950 euros sur base de l'article 194 du Code de procédure pénale.

La demande civile est fondée en principe. En effet, le dommage dont PERSONNE6.) entend obtenir réparation est en relation causale directe avec les infractions retenues à charge de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La Chambre criminelle ne disposant cependant pas des éléments nécessaires et suffisants pour évaluer les montants indemnitaires devant revenir à PERSONNE6.), du chef des préjudices qu'elle a subis, il y a lieu d'ordonner une expertise en nommant un collègue d'experts avec la mission plus amplement spécifiée au dispositif du présent jugement.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure est encore à réserver.

4) Partie civile de PERSONNE7.) :

A l'audience du 24 avril 2024, Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour le compte de PERSONNE7.) contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Cette partie civile déposée sur le bureau de la Chambre criminelle de Luxembourg est conçue comme suit :

Il y a lieu de donner acte à la partie demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

La Chambre criminelle est compétente pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'encontre de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La demande civile est recevable pour avoir été faites dans les forme et délai de la loi.

PERSONNE7.) réclame indemnisation à titre de réparation de son préjudice moral subi suite aux agissements des prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) et qu'il évalue sous toutes réserves à 100.000 euros, avec les intérêts au taux légal partir du 12 mai 2022, majoré de 3 points à partir du premier jour de l'expiration du délai de 3 mois qui suit à la signification / notification du jugement, conformément aux articles 14, 15 et 15-1 de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiements et aux intérêts de retard.

PERSONNE7.) réclame encore une indemnité de procédure de 950 euros sur base de l'article 194 du Code de procédure pénale

La demande civile est fondée en principe. En effet, le dommage dont PERSONNE7.) entend obtenir réparation est en relation causale directe avec les infractions retenues à charge de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La Chambre criminelle ne disposant cependant pas des éléments nécessaires et suffisants pour évaluer les montants indemnitaires devant revenir à PERSONNE7.), du chef des préjudices qu'il a subis, il y a lieu d'ordonner une expertise en nommant un collègue d'experts avec la mission plus amplement spécifiée au dispositif du présent jugement.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure est encore à réserver.

5) Partie civile de PERSONNE8.) :

A l'audience du 24 avril 2024, Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour le compte de PERSONNE8.) contre les prévenus PERSONNE14.) et PERSONNE2.), préqualifiés.

Cette partie civile déposée sur le bureau de la Chambre criminelle de Luxembourg est conçue comme suit :

Il y a lieu de donner acte à la partie demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

La Chambre criminelle est compétente pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'encontre de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La demande civile est recevable pour avoir été faites dans les forme et délai de la loi.

PERSONNE8.) réclame indemnisation à titre de réparation de son préjudice moral subi suite aux agissements des prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) et qu'elle évalue sous toutes réserves à 100.000 euros, avec les intérêts au taux légal partir du 12 mai 2022, majoré de 3 points à partir du premier jour de l'expiration du délai de 3 mois qui suit à la signification / notification du jugement, conformément aux articles 14, 15 et 15-1 de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiements et aux intérêts de retard.

PERSONNE8.) réclame encore une indemnité de procédure de 950 euros sur base de l'article 194 du Code de procédure pénale.

La demande civile est fondée en principe. En effet, le dommage dont PERSONNE8.) entend obtenir réparation est en relation causale directe avec les infractions retenues à charge de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.).

La Chambre criminelle ne disposant cependant pas des éléments nécessaires et suffisants pour évaluer les montants indemnitaires devant revenir à PERSONNE8.), du chef des préjudices qu'elle a subis, il y a lieu d'ordonner une expertise en nommant un collègue d'experts avec la mission plus amplement spécifiée au dispositif du présent jugement.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure est encore à réserver.

PAR CES MOTIFS

La **Chambre criminelle** du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, douzième chambre, **statuant contradictoirement**, les mandataires des parties civiles entendus en leurs conclusions, le représentant du Ministère Public entendu en son réquisitoire, les prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) et leurs mandataires entendus en leurs explications et moyens de défense, tant au pénal qu'au civil, et les prévenus PERSONNE1.) et PERSONNE2.) ayant eu la parole en dernier,

au pénal :

se déclare compétente pour connaître des délits libellés à charge de PERSONNE1.) et PERSONNE2.),

statuant au pénal :

PERSONNE1.) :

condamne PERSONNE1.) du chef de l'infraction retenue à sa charge, par application de circonstances atténuantes, à une peine de réclusion de **quinze (15) ans**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 2.969,07 euros; (dont 2.434,75 euros pour les rapports d'expertises et 390,71 euros pour les taxes à experts)

dit qu'il sera **sursis** à l'exécution de **sept (7) ans** de cette peine de réclusion ;

avertit PERSONNE1.) qu'au cas où, dans un délai de sept ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du Code pénal ;

prononce contre PERSONNE1.) la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il est revêtu ;

prononce contre PERSONNE1.) l'interdiction à **vie** des droits énumérés à l'article 11 du Code pénal, à savoir :

1. de remplir des fonctions, emplois et offices publics ;
2. de vote, d'élection et d'éligibilité ;
3. de porter aucune décoration ;
4. d'être expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;
5. de faire partie d'aucun conseil de famille, de remplir aucune fonction dans un régime de protection des incapables mineurs ou majeurs, si ce n'est à l'égard de ses enfants et sur avis conforme du juge aux affaires familiales, s'il en existe, et ;
6. de port et de détention d'armes ;
7. de tenir école, d'enseigner et d'être employé dans un établissement d'enseignement ;

PERSONNE2.) :

condamne PERSONNE2.) du chef des infractions retenues à sa charge, par application de circonstances atténuantes, à une peine de réclusion de **dix (10) ans**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 3.426,69 euros; (dont 2.365,71 euros pour les rapports d'expertises, 390,71 euros pour les taxes à experts et 530,12 euros pour l'analyse toxicologique)

dit qu'il sera **sursis** à l'exécution de **cinq (5) ans** de cette peine de réclusion ;

avertit PERSONNE2.) qu'au cas où, dans un délai de sept ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion

possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du Code pénal ;

prononce contre PERSONNE2.) la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont elle est revêtu ;

prononce contre PERSONNE2.) l'interdiction **à vie** des droits énumérés à l'article 11 du Code pénal, à savoir :

1. de remplir des fonctions, emplois et offices publics ;
2. de vote, d'élection et d'éligibilité ;
3. de porter aucune décoration ;
4. d'être expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;
5. de faire partie d'aucun conseil de famille, de remplir aucune fonction dans un régime de protection des incapables mineurs ou majeurs, si ce n'est à l'égard de ses enfants et sur avis conforme du juge aux affaires familiales, s'il en existe, et ;
6. de port et de détention d'armes ;
7. de tenir école, d'enseigner et d'être employé dans un établissement d'enseignement.

statuant au civil :

1) Partie civile de la SOCIETE1.) :

donne acte à la SOCIETE1.) de sa constitution de partie civile ;

se déclare compétente pour en connaître ;

déclare la demande recevable en la forme ;

avant tout autre progrès en cause,

nomme expert-médical le docteur Prof. Dr. Dirk W. DROSTE (HÔPITAL1.)), demeurant à L-ADRESSE18.), et expert-calculateur, Maître Matthieu FETTIG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

avec la mission de concilier les parties si faire se peut, sinon de se prononcer dans un rapport écrit, détaillé et motivé à déposer au greffe de cette juridiction sur les dommages matériel, moral et corporel accrus à la demanderesse au civil à la SOCIETE1.), en tenant compte des prestations ainsi que des recours éventuels d'un ou de plusieurs organismes de sécurité sociale ;

dit que dans l'accomplissement de leur mission, les experts sont autorisés de s'entourer de tous renseignements utiles et d'entendre même des tierces personnes ;

dit qu'en cas de refus, de retard ou d'empêchement des experts ou de l'un d'eux, il(s) sera (seront) remplacé(s) sur simple requête à adresser au président du Tribunal de ce siège et par simple note au plumitif ;

réserve les frais de cette demande civile ;

2) Partie civile de PERSONNE5.) :

donne acte à PERSONNE5.) de sa constitution de partie civile ;

se déclare compétente pour en connaître ;

déclare la demande recevable en la forme ;

avant tout autre progrès en cause,

nomme expert-médical le docteur Prof. Dr. Dirk W. DROSTE (HÔPITAL1.)), demeurant à L-ADRESSE18.), et expert-calculateur, Maître Matthieu FETTIG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

avec la mission de concilier les parties si faire se peut, sinon de se prononcer dans un rapport écrit, détaillé et motivé à déposer au greffe de cette juridiction sur les dommages matériel, moral et corporel accrus à la demanderesse au civil PERSONNE5.), en tenant compte des prestations ainsi que des recours éventuels d'un ou de plusieurs organismes de sécurité sociale ;

dit que dans l'accomplissement de leur mission, les experts sont autorisés de s'entourer de tous renseignements utiles et d'entendre même des tierces personnes ;

dit qu'en cas de refus, de retard ou d'empêchement des experts ou de l'un d'eux, il(s) sera (seront) remplacé(s) sur simple requête à adresser au président du Tribunal de ce siège et par simple note au plume ;

dit la demande de paiement d'une provision fondée ;

condamne PERSONNE1.) et PERSONNE2.) solidairement à payer à PERSONNE5.) à titre de provision la somme de vingt mille (20.000) euros ;

réserve la demande de PERSONNE5.) en obtention d'une indemnité de procédure ;

réserve les frais de cette demande civile ;

3) Partie civile de PERSONNE6.) :

donne acte à PERSONNE6.) de sa constitution de partie civile ;

se déclare compétente pour en connaître ;

déclare la demande recevable en la forme ;

avant tout autre progrès en cause,

nomme expert-médical le docteur Prof. Dr. Dirk W. DROSTE (HÔPITAL1.)), demeurant à L-ADRESSE18.), et expert-calculateur, Maître Matthieu FETTIG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

avec la mission de concilier les parties si faire se peut, sinon de se prononcer dans un rapport écrit, détaillé et motivé à déposer au greffe de cette juridiction sur les dommages matériel, moral et corporel accrus à la demanderesse au civil PERSONNE6.), en tenant compte des prestations ainsi que des recours éventuels d'un ou de plusieurs organismes de sécurité sociale ;

dit que dans l'accomplissement de leur mission, les experts sont autorisés de s'entourer de tous renseignements utiles et d'entendre même des tierces personnes ;

dit qu'en cas de refus, de retard ou d'empêchement des experts ou de l'un d'eux, il(s) sera (seront) remplacé(s) sur simple requête à adresser au président du Tribunal de ce siège et par simple note au plumitif ;

réserve la demande de PERSONNE6.) en obtention d'une indemnité de procédure ;

réserve les frais de cette demande civile ;

4) Partie civile de PERSONNE7.) :

donne acte à PERSONNE7.) de sa constitution de partie civile ;

se déclare compétente pour en connaître ;

déclare la demande recevable en la forme ;

avant tout autre progrès en cause,

nomme expert-médical le docteur Prof. Dr. Dirk W. DROSTE (HÔPITAL1.)), demeurant à L-ADRESSE18.), et expert-calculateur, Maître Matthieu FETTIG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

avec la mission de concilier les parties si faire se peut, sinon de se prononcer dans un rapport écrit, détaillé et motivé à déposer au greffe de cette juridiction sur les dommages matériel, moral et corporel accrus à la demanderesse au civil PERSONNE7.), en tenant compte des prestations ainsi que des recours éventuels d'un ou de plusieurs organismes de sécurité sociale ;

dit que dans l'accomplissement de leur mission, les experts sont autorisés de s'entourer de tous renseignements utiles et d'entendre même des tierces personnes ;

dit qu'en cas de refus, de retard ou d'empêchement des experts ou de l'un d'eux, il(s) sera (seront) remplacé(s) sur simple requête à adresser au président du Tribunal de ce siège et par simple note au plumitif ;

réserve la demande de PERSONNE7.) en obtention d'une indemnité de procédure ;

réserve les frais de cette demande civile ;

5) Partie civile de PERSONNE8.) :

donne acte à PERSONNE8.) de sa constitution de partie civile ;

se déclare compétente pour en connaître ;

déclare la demande recevable en la forme ;

avant tout autre progrès en cause,

nomme expert-médical le docteur Prof. Dr. Dirk W. DROSTE (HÔPITAL1.), demeurant à L-ADRESSE18.), et expert-calculateur, Maître Matthieu FETTIG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

avec la mission de concilier les parties si faire se peut, sinon de se prononcer dans un rapport écrit, détaillé et motivé à déposer au greffe de cette juridiction sur les dommages matériel, moral et corporel accrus à la demanderesse au civil PERSONNE8.), en tenant compte des prestations ainsi que des recours éventuels d'un ou de plusieurs organismes de sécurité sociale ;

dit que dans l'accomplissement de leur mission, les experts sont autorisés de s'entourer de tous renseignements utiles et d'entendre même des tierces personnes ;

dit qu'en cas de refus, de retard ou d'empêchement des experts ou de l'un d'eux, il(s) sera (seront) remplacé(s) sur simple requête à adresser au président du Tribunal de ce siège et par simple note au plume ;

réserve la demande de PERSONNE8.) en obtention d'une indemnité de procédure ;

réserve les frais de cette demande civile ;

Par application des articles 7, 8,10,11, 51, 52, 61, 73,74, 329, 392 et 393 du Code pénal, des articles 1, 2, 3, 155, 179, 182, 183-1, 184, 185, 189, 190, 190-1, 191, 194, 195, 195-1, 196, 626, 627, 628, 628-1 et 628-2 du Code de procédure pénale qui furent désignés à l'audience par le vice-président.

Ainsi fait et jugé par, vice-président, Marc THILL, vice-président, Frédéric GRUHLKE, premier juge et Paul ELZ, premier juge, et prononcé par le vice-président en audience publique au Tribunal d'arrondissement à Luxembourg, en présence de Daniel SCHON, premier substitut du Procureur d'Etat, et d'Anne THIRY, greffier, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.